

FEMMES PLURIELLES

n°66
Trimestriel
Juin 2019

bpost
business
PB-PP / B-12241
BELGIË(N) - BELGIQUE
BXL X P N°405 257

Publication des
Femmes Prévoyantes
Socialistes



LAISSE
LES FILLES
TRANQUILLES

dossier
FEMMES ET
ESPACES PUBLICS

Nous sommes quelques-unes,
et de plus en plus nombreuses,
à contribuer à la réalisation de
ce magazine. Y sont répertoriés :
nos questionnements, nos positions
féministes, nos coups de poing,
nos envies de changement, nos luttes,
nos chutes et nos victoires.

LE FEMMES PLURIELLES

*Vous souhaitez le recevoir
gratuitement chez vous ?*



Rien n'est plus simple ! Faites-en la demande : par mail : femmes.plurielles@solidaris.be ou par tel : 02 / 515.04.01

Des remarques ?

Des suggestions ?

Des coups de gueule ou

Des mots d'amour ?

Écrivez-nous sur :

femmes.plurielles@solidaris.be

ou envoyez-nous tout ça

à l'adresse suivante :

Femmes Prévoyantes Socialistes

(Femmes Plurielles),

1-2 place Saint Jean

1000 Bruxelles

EDITO

Rues, parcs, transports en commun, festivals,... l'espace public fait partie intégrante de notre quotidien à toutes et tous. Loin de n'être qu'un lieu de passage, il représente un carrefour d'expressions, tant artistiques, que politiques et citoyennes. Il est également un lieu de sociabilité, les personnes qui s'y côtoient n'ayant peut-être pas d'autres opportunités de se rencontrer. À l'heure d'internet, n'oublions pas que l'espace public peut aussi être numérique et se déploie à présent sur le web et les réseaux sociaux. Ces lieux offrent donc un brassage culturel, social ou encore intergénérationnel riche qui doit impérativement être préservé et cultivé. Mais peut-on pour autant dire que ces espaces sont adaptés aux besoins de chacun-e ? Les femmes occupent-elles l'espace public de la même façon que les hommes ? Qu'en est-il des personnes à

mobilité réduite, des familles ou des personnes racisées ? Difficultés d'accessibilité, harcèlement, omniprésence de publicités sexistes, infrastructures sportives en plein air favorisant l'entre-soi masculin, rues portant encore majoritairement des noms d'hommes blancs hétérosexuels, débat sans fin autour de l'allaitement en public,... Tant d'éléments qui posent la lourde question de l'inclusivité de ces espaces. Que faut-il changer pour que chacun-e y trouve sa place ? Pour qu'espace public ne rime plus avec sentiment d'insécurité ou inégalités ? Ce sont à ces questions complexes mais pourtant essentielles que ce dossier thématique tentera de répondre. Alors, en route !

Fanny Colard - Chargée d'études FPS

SOMMAIRE

Dossier FEMMES ET ESPACES PUBLICS

4-5
Sexiste, l'espace public ?

6-7
Les femmes, des navetteuses
comme les autres ?

8-9
L'espace public est-il
family friendly ?

10-11
Allaitement : (ne) couvrez (pas)
ce téton que je ne saurais voir !

12-13
Cause toujours, sale pub !

14-15
Le harcèlement dans l'espace
public : une forme de violence qui
nous concerne toutes et tous

16-17
« Il faut marcher sur deux pieds
pour garder un équilibre »

18-19
Penser le vécu des femmes
racisées dans l'espace public

20
Tu seras violent, mon fils.

21
Activisme au féminin :
on passe à l'action !

22-23
Reportage photo grève du 8 mars :
quand les femmes s'arrêtent,
le monde s'arrête !

24-25
Sur le web aussi,
les femmes sont invisibles

26-27
Cyberharcèlement : les femmes
principalement touchées

28
Pour aller plus loin

29
Quoi de neuf au pays
des solidarités ?

30
Le Fonds Aristote :
projet de santé solidaire

31
Concours de chroniques
féministes, les résultats !

Coordination générale : Elise Voillot
Équipe de rédaction : Stéphanie Jassogne & Elise Voillot

Administration : Isabelle Colback et Christiane Bonhomme
Concept et mise en page : www.dirk.studio
Illustration de couverture : Stéphanie Jassogne

Editrice responsable : Xénia Maszowez, FPS Secrétaire Générale, 1/2 Place Saint-Jean, 1000 Bruxelles

SEXISTE, L'ESPACE PUBLIC ?

Fanny Colard – Chargée d'études FPS

En 2019, l'espace public reste un reflet mais aussi un vecteur d'inégalités entre les femmes et les hommes. Souvent pensé par et pour ces derniers, l'aménagement du territoire ne prend que trop rarement en compte la notion de genre. Cela s'explique notamment par le fait que l'urbanisme et l'architecture sont encore aujourd'hui des milieux particulièrement masculinisés. Cette non-prise en compte du genre contribue à la perpétuation de certains stéréotypes, associant principalement les hommes à l'espace public et confinant ainsi les femmes à l'espace domestique. Une réalité lourde de conséquences sur les femmes qui ne « consomment » dès lors pas l'espace public de la même façon que les hommes...

DU « BERCEAU » AU MÉTRO

On observe une utilisation différente de l'espace selon le genre et ce, dès le plus jeune âge. L'exemple le plus parlant est celui d'une cour de récréation. Dans de nombreux cas, le centre de celle-ci est majoritairement occupé par des garçons, jouant au football par exemple, tandis que les filles se retrouvent « cantonnées » dans les espaces périphériques. Loin d'être anecdotique, ce partage genré de l'espace public est le reflet de nos sociétés inégalitaires. L'analyse des infrastructures de loisirs révèle un constat similaire : c'est principalement aux garçons et aux hommes que bénéficient des lieux comme des skate parks, des terrains de football ou de basket, renforçant au passage des stéréotypes d'activités

classifiées comme « masculines », ayant lieu en extérieur. La pression sociale intrinsèque encourage donc les filles et femmes à se retirer progressivement de ces espaces spécifiques. D'ailleurs, la pratique du *manspreading*, particulièrement visible dans les transports en commun, vient également étayer ce constat. Parfois surnommée en français le *syndrome des couilles de cristal*, il s'agit de l'habitude qu'ont certains hommes, consciemment ou non, de garder leurs jambes fortement écartées lorsqu'ils sont assis. Dans de nombreux cas, ils en viennent ainsi à dépasser allègrement sur les sièges de leurs voisin-e-s. Il s'agit là aussi d'une façon d'occuper l'espace public aux dépens des femmes qui sont alors contraintes de « prendre le moins de place possible ». À cela s'ajoute l'omniprésence

des publicités sexistes, jalonnant l'espace public et renvoyant sans cesse les femmes à leur objectification¹ et à leur hypersexualisation.

LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

Tout cela illustre que l'espace public n'est à l'heure actuelle pas inclusif. Un facteur supplémentaire est le sentiment d'insécurité qu'on peut y ressentir. Le *Moniteur belge de sécurité* (2008-2009) démontre d'ailleurs que cette perception est plus fréquente chez les femmes que chez les hommes². Ainsi, 10 % des femmes en Belgique se sentiraient « souvent » ou « toujours » en insécurité dans l'espace public, contre 5,6 % des hommes. Certains aménagements peu ou mal adaptés (par exemple : un mauvais

POUR LES FEMMES, L'ESPACE PUBLIC SERAIT AINSI UNE FORME DE « COULOIR » SÉPARANT UN POINT DE DÉPART D'UN POINT DE DESTINATION.

éclairage, des arrêts de transports en commun situés dans des artères peu fréquentées, etc.) viennent alimenter ce ressenti. L'ampleur des violences faites aux femmes dans l'espace public vient les conforter dans ce sentiment. Diverses études démontrent en effet que chaque femme en (a) fait l'expérience au moins une fois dans sa vie. Pourtant, le harcèlement dans l'espace public reste difficile à quantifier, vu qu'il fait encore l'objet de trop peu de dépôts de plaintes.

LA « CONSOMMATION » DE L'ESPACE PUBLIC

Ces différents éléments constituent des formes d'entrave à la liberté de déplacement des femmes, réduisant ainsi leur occupation de l'espace public et rendant leur présence presque « illégitime ». Nombre d'entre elles témoignent dès lors d'une volonté de « passer inaperçue », de « faire profil bas » pour ne pas se faire remarquer. C'est ce qu'illustre le concept du *passing by*. Motivées par ce sentiment d'insécurité, les femmes auraient tendance à vouloir « traverser » l'espace public le plus rapidement possible. Accélérer le pas permet, d'une part, d'échapper à un éventuel danger, mais aussi de s'empresse de quitter l'espace qui peut être source d'anxiété. Pour les femmes, l'espace public serait ainsi une forme de « couloir » séparant un point de départ d'un point de destination, rendant dès lors les femmes moins « consommatrices » de l'espace public que les hommes, qui y circulent plus librement.

LA SOLUTION ? L'APPLICATION DU GENDER MAINSTREAMING

Ces différents constats nous prouvent qu'il est nécessaire de penser différemment l'urbanisme et l'aménagement du territoire. La notion d'inclusivité est primordiale pour que l'ensemble de la population bénéficie de manière égalitaire des espaces publics, indépendamment de son genre, de son âge, de son handicap éventuel ou de tout autre élément influençant sa vie quotidienne. Un espace inclusif doit être accessible à tou-te-s et garantir un sentiment de sécurité. C'est pourquoi il est nécessaire que la dimension de genre soit prise en compte par les politiques dans la gestion de l'espace public. Ce processus, nommé *gender mainstreaming*, est défini par le *Conseil de l'Europe* comme « la (ré) organisation, l'amélioration, l'évolution et l'évaluation des processus de prise de décision, aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous

les domaines et à tous les niveaux, par les acteurs généralement impliqués dans la mise en place des politiques³. »

LA PAROLE AUX CITOYEN-NE-S : LA PISTE DES MARCHES EXPLORATOIRES

Afin de répondre au mieux aux besoins spécifiques de la population, il est nécessaire que les instances politiques se basent sur des constats relayés par les citoyen-ne-s. C'est pourquoi des processus tels que des marches exploratoires sont de parfaits outils de citoyenneté active. Nées de mouvements de femmes au Québec dans les années 90, les marches exploratoires consistent en l'analyse, par un groupe, de l'espace public afin d'identifier les éléments inadaptés à leur propre usage, ou à celui d'autrui. Ces activités débouchent bien souvent sur des listes de recommandations pouvant être ensuite communiquées aux autorités responsables, par exemple communales. Reste à savoir si ces remarques seront entendues...

Rejoignez les marches exploratoires organisées par les FPS dans différentes régions de Wallonie et à Bruxelles durant le mois de juin. Tous les détails des activités sont à retrouver sur www.femmesprevoyantes.be

Pour aller plus loin, voir :

• Genin, Laetitia. " *Le sexisme dans l'espace public c'est partout, tout le temps et sous toutes les formes !* " *Étude Vie féminine*. 2017. <http://engrenageinfernal.be/wp-content/uploads/2016/10/Etude-Sexisme-web.pdf>.

• Gilow, Marie. " *Déplacements des femmes et sentiment d'insécurité à Bruxelles : perceptions et stratégies*. " *Brussels Studies*, 2015.

• Sacco, Muriel, and Paternote David (dir.). " *Partager la ville. Genre et espace public en Belgique francophone*. " Vol. 32. *Academia L'Harmattan*, 2018.

• Université des femmes. " *Femmes en ville*. " *Chronique Féministe*. Septembre-Janvier 2003/2004.

¹ L'objectification est le fait de considérer une personne comme un objet.

² Van Den Steen Isabelle, Van Den Bogaerde Ellen et De Bie Annelies. "Moniteur de sécurité 2008-2009". Analyse de l'enquête fédérale. Bruxelles, 2009 http://www.moniteurdesecurite.policefederale.be/assets/pdf/2008_2009/reports/grandes_tendances_2008.pdf

³ Conseil de l'Europe. "Qu'est-ce que l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes ?" Conseil de l'Europe. n.d. <https://www.coe.int/fr/web/genderequality/what-is-gender-mainstreaming>



LES FEMMES, DES NAVETTEUSES COMME LES AUTRES ?

Fanny Colard – Chargée d'études FPS

La mobilité est un aspect fondamental de la vie quotidienne, indispensable pour l'émancipation et l'autonomie de chacun-e. Des enjeux sociologiques, économiques et environnementaux y sont également liés et peuvent influencer les choix de mobilité. Il en va de même pour les rôles genrés traditionnellement présents dans nos sociétés : les femmes se déplacent de manière différente des hommes. Dans l'ensemble de l'Union européenne, celles-ci sont plus nombreuses que les hommes à prendre quotidiennement les transports en commun (59 % contre 41 %)¹. Or, la façon dont elles les utilisent est marquée par diverses spécificités, qui ne correspondent pas nécessairement à la façon dont ces transports sont pensés et organisés.

FEMMES AU VOLANT...

Actuellement, les femmes restent moins nombreuses que les hommes à conduire (45 % d'hommes conduisent quotidiennement, contre 34 % des femmes)². Les hommes sont plus nombreux à détenir leur permis de conduire mais également à le présenter. La majorité des ménages belges (soit 55 %) disposent d'un véhicule unique, on peut donc en déduire que les femmes disposent moins souvent d'un véhicule que les hommes. Les stéréotypes de genre jouent certainement un rôle dans ce phénomène (comme le célèbre dicton « femme au volant, mort au tournant »). De plus, les revenus des femmes étant en moyenne inférieurs à ceux des hommes, l'accessibilité financière du permis et de la détention

d'une voiture, leur est plus difficile. Elles restent également moins nombreuses à occuper des postes leur permettant de bénéficier de voitures de société. Il n'est donc pas étonnant de constater qu'elles adoptent un autre type de mobilité, notamment en utilisant plus massivement les transports en commun que les hommes.

MÉTRO-BOULOT-DODO ?

La spécificité la plus marquante de la mobilité des femmes est le **chaînage des déplacements**. Cela signifie que les itinéraires quotidiens des femmes se résument rarement à un aller-retour entre leur lieu de travail et leur domicile. Leurs trajets combinent souvent plus de déplacements que les hommes. Cet écart se creuse encore plus lorsque

des enfants en bas âge font partie du ménage³. C'est ce qu'on surnomme parfois le phénomène des « **mamans-taxis** » où les mères ajoutent à leurs trajets « classiques » des arrêts aux écoles, crèches, magasins, etc. Aujourd'hui encore, les tâches liées à l'éducation des enfants et aux soins (du ménage comme de l'entourage) restent encore majoritairement portées par les femmes. Or, ce rôle ne se limite pas à la sphère domestique et a de réelles répercussions sur la mobilité des femmes.

LES CONSÉQUENCES DU CHAÎNAGE DES DÉPLACEMENTS

Une mobilité aussi spécifique peut impliquer divers problèmes, comme **l'interdépendance des différents**



LES ITINÉRAIRES QUOTIDIENS DES FEMMES SE RÉSUMENT RAREMENT À UN ALLER-RETOUR ENTRE LEUR LIEU DE TRAVAIL ET LEUR DOMICILE.



DES HORAIRES DIFFÉRENTS ET DES DISTANCES PLUS COURTES

Les statistiques⁴ démontrent que les femmes ont des horaires moyens de déplacement décalés par rapport aux hommes, qui commencent leurs journées plus tôt et les finissent plus tard. Sans grande surprise, les heures où les déplacements des femmes sont les plus fréquents correspondent aux horaires scolaires, avec des pics à 8 h et 16 h, là où ceux des hommes se situent à 7 h et 17 h.

Ce rythme de vie différent s'explique par le fait que les femmes travaillent en moyenne moins d'heures par semaine que les hommes. Elles restent en effet majoritaires à travailler à **temps partiel**⁵. Du coup, lorsqu'un horaire de travail doit être adapté, par exemple pour conduire les enfants à l'école, ce sont plus souvent les femmes qui en ont la charge.

Enfin, en Belgique comme à l'étranger, les femmes réalisent en moyenne des

déplacements plus courts que ceux des hommes (10,6 km contre 13,9 km)⁶. Leur lieu de travail est également plus proche de leur domicile (18 km pour les femmes contre 25 km pour les hommes)⁷.

Les déplacements des femmes sont donc caractérisés par un paradoxe : leur mobilité privilégie la proximité, par des trajets plus courts, mais est composée de trajets plus nombreux et plus complexes.

PRENONS EN COMPTE CES SPÉCIFICITÉS !

La façon dont sont organisés les transports en commun actuellement en Belgique ne tient que peu compte de ces spécificités. Penser la mobilité de manière plus flexible, et non traditionnellement « de la périphérie vers le centre » est également essentiel. La gestion des correspondances, par exemple, reste un point fondamental de l'intermodalité, particulièrement importante dans le cas de déplacements en chaîne. Les plans de réseau devraient

impérativement être pensés de manière globale, ce qui est difficile dans notre pays car différents opérateurs de transports sont concernés. D'autant qu'ils ne dépendent pas tous des mêmes niveaux de pouvoir ! De manière plus large, l'aménagement du territoire doit prendre en compte ces réalités. Des déplacements en chaîne nécessitent une proximité des services. Or, l'urbanisme actuel tend à la création de quartiers de plus en plus spécialisés (exclusivement résidentiels, alloués à divers types de magasins selon la spécificité des marchandises, etc.). Préserver des quartiers mixtes, intégrant tant des logements que des commerces, des infrastructures de soins et des lieux de sociabilité est important pour garantir la proximité et la variété des services. Enfin, il faut souligner que divers aspects de nos sociétés ont un impact sur la mobilité, que ce soit en matière d'égalité salariale, de temps partiels non choisis ou encore de répartition des tâches domestiques (en ce compris la prise en charge des enfants). Pour réduire les inégalités en matière de mobilité, il est donc indispensable d'appliquer la notion de genre à tous les niveaux de notre société.

Pour aller plus loin et explorer d'autres obstacles rencontrés par les femmes dans leurs déplacements, voir Colard, Fanny " Femmes et transports en commun : des parcours de combattantes ? " Étude FPS, 2018. http://www.femmesprevoyantes.be/wpcontent/uploads/2018/12/FPS_Campagne_transportsencommun_A4_WEB.pdf

¹ Van Der Stighelen, Inge et Huygens, Eliné. "Gender en mobiliteit, literatuurstudie". Bruxelles, mars 2015.

² Cornelis, Eric, et al. "La mobilité en Belgique en 2010 : résultats de l'enquête BELdam (Belgian Daily Mobility)". Bruxelles, 2012.

³ Gilow, Marie, "Mamans-taxis : repenser l'espace urbain depuis la mobilité parentale " in Sacco Muriel et Paternotte David (dir.), "Partager la ville. Genre et espace public en Belgique francophone." Louvain-la-Neuve, 2018.

⁴ Cornelis, Eric et al., "La mobilité en Belgique en 2010..." op. cit.

⁵ Gillet, Julie. "Sale temps (partiel) pour les femmes !" Analyse FPS. 2017.

⁶ Cornelis, Eric et al. "La mobilité en Belgique en 2010..." op. cit.

⁷ Cornelis, Eric et al. "La mobilité en Belgique en 2010..." op. cit.

L'ESPACE PUBLIC EST-IL FAMILY FRIENDLY ?

Laudine Lahaye – Chargée d'études FPS en collaboration avec la Ligue des familles

Être parent s'avère parfois stressant. Comme lorsque le petit dernier s'agite devant le guichet de l'administration communale et qu'il est temps d'aller chercher l'aînée à la garderie. Ou que les automobilistes roulent vite devant l'école et que les trottoirs pour s'y rendre ne permettent pas le passage d'une poussette. Face à ces difficultés diverses, tant de mesures sont possibles pour rendre l'espace public family friendly, c'est-à-dire plus agréable et adapté aux besoins des familles !

L'espace public et les services collectifs ne sont pas pensés en fonction des familles mais par et pour des adultes autonomes, en pleine possession de leurs moyens. La notion de « corps agrandi¹ » montre bien les limites de cette organisation de la collectivité. Ainsi, se déplacer avec des enfants, pendant la grossesse ou après, implique de gérer à la fois son corps et celui des enfants. Dans ce cas, la hauteur des marches pour entrer dans le train ou la largeur des sièges dans le bus complexifient les déplacements en famille.

UN PETIT PAS POUR LES FAMILLES... UN GRAND PAS POUR L'HUMANITÉ !

Les difficultés de mobilité soulignent l'inadaptation de l'espace public à la réalité des familles. Pour la *Ligue des familles*, association de soutien à la parentalité : « Les parents circulent souvent chargés : avec une poussette, un cartable, une draisiennne, un sac avec le nécessaire pour les enfants... C'est donc une mobilité entravée, semblable à celle des personnes à mobilité réduite, surtout lorsque les enfants sont jeunes² ». Améliorer l'espace et les services publics en matière de mobilité représente un enjeu de collectivité fondamentale. Ce serait profitable à toute personne dont les déplacements sont entravés par l'âge, la taille, un handicap ou l'encombrement d'un objet. De manière générale, cela diminuerait le stress engendré par les déplacements.

La mobilité n'est pas le seul aspect sur lequel travailler pour rendre l'espace public plus accueillant envers les familles. La création d'espaces verts et de plaines de jeux, des trottoirs larges et bas, des pistes cyclables en suffisance ainsi que la sécurisation des abords des écoles contribuent à rendre les villes *kids friendly*. L'élargissement des horaires d'accès aux piscines, bibliothèques et ludothèques communales constitue également une piste à envisager.

CHARGE MENTALE... AUSSI DANS LA MOBILITÉ

L'utilisation de l'espace public par les familles n'échappe pas à la répartition genrée des rôles. Les statistiques montrent clairement que les mères passent plus de temps que les pères à se déplacer pour les enfants. Selon une enquête *Touring* de 2009, parmi les enfants emmenés à l'école en voiture, 70 % l'étaient par leur mère contre 16 % par leur père. La charge mentale liée à la coordination, l'anticipation et l'organisation repose essentiellement sur les mères³. Dès lors, outre la nécessité d'établir l'égalité entre femmes et hommes au niveau du *care*⁴, il convient d'aménager l'espace public pour favoriser tant la mobilité des mères que celle des pères. Comme la *Ligue des familles* le suggère, les parents devraient être inclus dans les espaces de décision quant à l'élaboration notamment des plans de transports, de la grille tarifaire et horaire ainsi que de l'aménagement du territoire.

IL EST TEMPS D'Y RÉFLÉCHIR !

Chaque commune devrait instaurer un « Bureau des temps⁵ » afin de réfléchir à l'articulation des différentes temporalités

du quotidien. Les horaires d'ouverture de l'administration communale permettent-ils, par exemple, aux personnes en formation d'y accéder en journée ? Les horaires des transports en commun sont-ils accordés aux plannings des offres culturelles ? Les heures de travail, parfois décalées ou irrégulières, peuvent complexifier l'organisation familiale. Pour les FPS, les horaires des milieux d'accueil doivent être pensés en cohérence avec les exigences du monde du travail. Ces ajustements pourraient être pensés dans le cadre de « Politiques temporelles », au service d'une meilleure articulation entre vie privée et vie professionnelle. Ces petits pas pour améliorer le quotidien des familles constitueraient de grands pas pour la vie en société !

¹ Colard, Fanny. "Femmes et transports en commun : des parcours de combattantes ?" Femmes Prévoyantes Socialistes. 2018. http://www.femmesprevoyantes.be/wp-content/uploads/2018/12/FPS_Campagne_transportsencommun_A4_WEB.pdf.

² Woelfle, Alexandra. "Mobilité : rien n'est pensé familles." La ligue des familles. Décembre 2018. <https://www.laligue.be/Files/media/496000/496017/fre/2018-12-11-analyse-mobilite-rien-nest-pense-familles.pdf>

³ Woelfle, Alexandra. "La mobilité des familles : une affaire de genre ?" La ligue des familles. Octobre 2018. <https://www.laligue.be/Files/media/495000/495810/fre/2018-10-11-la-mobilite-des-familles-une-affaire-de-genre.pdf>

⁴ Terme anglo-saxon qui désigne l'action de prendre en charge les besoins des autres.

⁵ Pour en savoir plus sur les bureaux du temps voir Herlemont, Rosine. "Bureau du temps : un pas de plus vers l'égalité femmes-hommes ?" Femmes Prévoyantes Socialistes. 2018. <http://www.femmesprevoyantes.be/wp-content/uploads/2018/11/Analyse2018-bureau-des-temps.pdf>



ALLAITEMENT : (NE) COUVREZ (PAS) CE TÉTON QUE JE NE SAURAI VOIR !

Rosine Herlemont – Chargée d'études FPS

Le 31 mars dernier, dans les rues de Londres, les passant-e-s ont eu la surprise de voir flotter sur les toits de la ville... des seins géants ! Derrière cet évènement se cache une marque spécialisée dans la commercialisation de produits féminins technologiques qui voulait mener une opération marketing choc. Bien que l'objectif soit publicitaire, cette campagne, appelée #FreeTheFeed (libérez l'allaitement) a le mérite de mettre en lumière un sujet tabou et polémique : l'allaitement dans l'espace public.

Selon un sondage réalisé par le Département de la Santé britannique, six femmes sur dix qui allaitent leur enfant disent prendre des mesures pour le cacher en public. Un tiers d'entre elles disent ressentir une véritable gêne à le faire en dehors de chez elles¹.

POURQUOI ALLAITER EN PUBLIC SUSCITE-T-IL UNE TELLE GÊNE ?

Dans une société où il est fréquent

de voir une femme presque nue dans une publicité pour une cuisine ou une grande marque de parfum, cette question semble des plus absurdes. La réponse réside probablement dans l'ambivalence de la perception du sein. D'un côté, le sein érotique de la femme, de l'autre, le sein nourricier de la mère. Or, dans notre société patriarcale, c'est l'érotique, le sexualisé qui domine. Nous évoluons dans une culture qui souffre de ce que les psychologues appellent le syndrome de *La Madone et de la*

Putain. Syndrome qui rend antagonistes la féminité, la sexualité et la maternité. Il a, par exemple, fallu attendre 2014 et la campagne #FreeTheNipple (libérez le téton) pour que Facebook ne censure plus systématiquement, à l'instar des images pornographiques, les photos de mamans allaitantes. Malgré ce léger aménagement de leurs « standards de la communauté », la discrimination des femmes persiste sur le réseau social quand il s'agit d'exposer un sein dans un contexte artistique ou de manifestation politique (les *Femen* par exemple). Face à ce constat, Bianca Debaets, la secrétaire d'État à la Région bruxelloise et membre du Collège de la Commission communautaire flamande (VGC)

chargée du Bien-être et de la Santé, ainsi que le groupe de sages-femmes mobiles *Wheel of care* ont lancé en 2017 une campagne intitulée #breastfriend (ami-e de l'allaitement). Cette initiative permet à des lieux publics bruxellois tels que des bars, des restaurants ou des centres socioculturels de rendre visible, grâce à un autocollant, le fait que les jeunes mamans sont les bienvenues pour allaiter leur enfant. L'ensemble des établissements participants sont repris sur la page www.breastfriends.brussels.

Nous saluons ce genre de démarche qui vise à faciliter la vie des mamans allaitantes. Il nous semble cependant important de rappeler que, tout comme

la décision d'avoir des enfants ou non, l'allaitement doit être un choix libéré de toute convention sociale. Le corps de la femme devenue mère a tendance à devenir le lieu où s'expriment toutes les contradictions des normes que la société veut lui imposer qu'elles soient patriarcales, mais également économiques, sanitaires, ou encore sexistes. Pourtant, une seule et unique chose doit peser dans le choix que pose la mère quand il s'agit d'allaitement : son envie. Sa liberté de choisir l'allaitement ou pas.

¹ Public Health England. "Public Health Outcomes Framework. 2019." <https://fingertips.phe.org.uk/profile/public-health-outcomes-framework>



Elles/ils témoignent :

► « Bien sûr que je préférerais être dans mon fauteuil à bascule en écoutant de la musique relaxante à chaque fois que je nourris mon enfant, mais c'est impossible. S'il a faim et que je suis au milieu d'un parc, je le nourris, point. Ça me semble dingue qu'il existe un vrai débat qui pose la question de savoir si c'est décent ou pas de le faire ! » Juliette 33 ans, 2 enfants.

► « Dans les premiers jours après la naissance de mon garçon, je m'isolais pour allaiter : dans une chambre, dans une pièce à l'écart, dans une voiture. Mais très vite j'en ai eu marre. Je me sentais coupée de mes amis, de mes sorties... Alors j'ai décidé d'allaiter en public. Au début, ça relevait de la stratégie : choisir un vêtement adapté, mettre une écharpe pour se couvrir, mettre le bébé au sein d'un bras et tenir l'écharpe de l'autre sans faire tomber le bébé qui hurle de faim... Et puis, au fur et à mesure, je me suis détendue et me suis détachée du regard des autres. Un bout de sein qui apparaît, ce n'est pas un drame après tout ! » Alix, 32 ans, un enfant.

► « Je dois bien avouer qu'imaginer ma femme sortir un sein en public, même si c'est pour nourrir notre enfant, ça ne me plaît pas beaucoup... difficile d'expliquer, de la jalousie sans doute. » Maxime, 20 ans, pas d'enfant.

► « J'ai parfois allaité ma fille en public mais rarement. J'aurais aimé pouvoir le faire librement mais c'était peu courant à l'époque. Je me suis souvent cachée dans des lieux pas très agréables comme des toilettes ou des réserves de magasins. » Annie 59 ans, un enfant.

► « Je ne voudrais pas que ma compagne se prive de vie sociale "juste" parce que notre enfant a faim. Elle est assez pudique donc elle se recouvre d'une petite couverture mais même si elle ne le faisait pas, je la soutiens et l'encourage à 100 % ! » Thomas 42 ans, 2 enfants.

► « C'est une vraie question ? Je la trouve absurde, je ne me la suis jamais posée et je suis bien triste pour les femmes de me rendre compte qu'elles doivent subir toute cette pression ! » Louis 29 ans, pas d'enfant.

◆ ◆ ◆

CAUSE TOUJOURS, SALE PUB !

Mathilde Largepret — Chargée de projets FPS

Il nous semble loin le temps des publicités où la ménagère saute de joie à l'achat d'un nouvel aspirateur, celui où un mari bat son épouse car son café favori n'est pas servi. Pourtant aujourd'hui, photos, vidéos et slogans publicitaires continuent régulièrement d'envahir l'espace public, dans notre monde réel mais aussi virtuel. Parallèlement à cela, petit à petit, le marketing féministe fait son nid. Mais à quel prix ?

LA PUBLICITÉ SEXISTE, ENCORE À LA MODE

Pour parler à une large audience et faire passer son message de manière plus percutante, la communication marketing prend des raccourcis et recourt à l'utilisation de stéréotypes qui ne seraient que « la mise-en-scène sur-stylisée de comportements acceptés par la société¹ », d'après Frédérique Matonti, spécialiste en études de genre.

Ainsi, les messages à caractère sexiste qui s'y glissent ne seraient que le reflet de la réalité. Ces quelques exemples correspondent au concept de « publisexisme » comme le décortiquent la publication² de *Be Cause Toujours* « Cause toujours sale pub ! » et l'analyse FPS sur le sujet³, c'est-à-dire une pub qui « met en scène l'inégalité entre les sexes et les représentations stéréotypées du féminin et du masculin (...) qui utilise les stéréotypes sexuels, le corps des femmes, la nudité et la sexualité, sinon la culture porno⁴ ».

LES MESSAGES RÉCURRENTS DE LA PUBLICITÉ :

HOMMES

SUJETS ACTIFS
Ils sont dans l'action et dans l'être plus que le paraître

SUJETS DOMINANTS
et/ou violents
envers l'autre sexe

SUJETS DÉSIRANTS

SUJETS FORTS

SUJETS représentés
au travail ou **À L'EXTÉRIEUR**

SUJETS GÉRANTS les nouvelles
technologies, les voitures,
et tout **CE QUI EST LIÉ À L'ARGENT**

FEMMES

SUJETS PASSIFS
Elles assistent vaguement,
ou sont carrément
en arrière-plan, dans le paraître

SUJETS DOMINÉS
et/ou violentés par l'autre sexe

SUJETS DE DÉSIR
séduisantes
(mais on ne parle pas de
leurs désirs à elles)

SUJETS FAIBLES

SUJETS représentés
À L'INTÉRIEUR de la maison

SUJETS GÉRANT LE MÉNAGE ET LES ENFANTS

© Be Cause Toujours



LE « MARKETING GENRÉ », OU COMMENT CIBLER LES FEMMES

Pour parler à son public cible, une marque doit, comme le terme le laisse entendre, « cibler » son produit et sa publicité. Le « marketing genré », adapté aux femmes et aux hommes, pose souvent question, notamment lorsque l'on met sur le marché des produits d'usage identique sous des *design* différents ou avec des accessoires qui varient, pour démultiplier les intentions d'achats. Par exemple, pour se raser ou se brosser les dents, les femmes sont contraintes de payer plus que les hommes pour le même produit ou service, c'est la *taxe rose*.

Les statistiques montrent que les décisions d'achats sont encore très majoritairement aux mains des femmes : dans près de 85 % des cas⁵, ce sont elles qui prennent en charge les courses quotidiennes de la maison. Miser sur ce public devient une stratégie à côté de laquelle il serait insensé de passer. Afin que les femmes consomment, on ne leur vend plus seulement un produit mais une « expérience positive » (par exemple en proposant un *packaging* particulièrement esthétique pour des serviettes hygiéniques). Par ailleurs, pour que les femmes achètent des produits de soin et cosmétiques, elles « sont maintenues dans l'état d'insécurité sexuelle, de haine de soi et de constant

échec qu'accompagne inévitablement l'aspiration permanente à devenir belle. Le tout afin de dépenser toujours plus⁶ ».

LE FEMINISM WASHING, UN FÉMINISME DE FAÇADE

De plus en plus de femmes ne se reconnaissent plus dans les produits et les marques qui véhiculent du contenu sexiste. Le « marketing genré » est en train de se métamorphoser et laisse parfois la place au « marketing féministe » et au *femvertising*, pratiques qui visent à porter un message féministe dans une publicité. Par exemple cette marque qui, pour vendre des rasoirs, a récemment sorti une pub qui met en scène la masculinité non toxique. Mais cela n'est pas toujours aussi « louable ». Comment une grande chaîne du prêt-à-porter peut-elle d'un côté commercialiser des t-shirts imprimés *Feminist* et de l'autre licencier les ouvrières enceintes de ses usines ? Quelle est encore la valeur d'un t-shirt *We should all be feminist* vendu à 550 € ? Ces exemples, parmi tant d'autres, relèvent du *feminism washing* qui, à l'instar du *green washing*, consiste, pour une entreprise, à revendiquer des valeurs féministes dans son discours alors que ses actes ne le sont pas.

Comment agir ?

- Refusons l'application de la *taxe rose* et l'achat de produits féminisés plus chers. Préférons sa version standard.
- Interpellons directement une marque qui a un comportement sexiste.
- Reportons les cas de publicités sexistes sous forme de plaintes auprès du Jury d'Éthique Publicitaire ou auprès du Conseil Supérieur de l'Audiotvisuel.
- Gardons un esprit critique face au « marketing féministe » et assurons-nous de l'éthique qui se trouve derrière la production des articles que l'on souhaite nous vendre. Veillons à faire correspondre nos actes avec nos pensées.

- Boycottons les marques sexistes ou qui font du *feminism washing*.

- Participons à des actions anti-pub dans l'espace public (ex. : Collectif Liège sans pub)

•...

¹ Attias, Esther. "Women washing", quand la com' et la pub surfent sur le féminisme." Les échos start. Mars, 6 2018. <https://start.lesechos.fr/actus/culture-medias/women-washing-quand-la-com-et-la-pub-surfent-sur-le-feminisme-11264.php>.
² Because Toujours/FPS. "Cause toujours sale pub !" Associations Solidaris Liège. 2017. <http://associations-solidaris-liege.be/wp-content/uploads/2017/05/cause-toujours-sale-pub.pdf>.
³ Largepret, Mathilde. "Féminisme et marketing : consommer féministe pour la bonne cause ?" FPS, 2018. <http://www.femmesprevoyantes.be/wp-content/uploads/2018/11/Analyse2018-feminisme-et-marketing.pdf>.
⁴ Réseau québécois d'action pour la santé des femmes. "Publicité sexiste : stratégie de communication et propagande commerciale." Les dessous de la beauté. n.d. <http://rqasf.qc.ca/blogue/publicite-sexiste-strategie-d>.
⁵ Gambarini, Pauline. « Quand femmes et publicité ne font pas bon ménage ! » Le Monde Marketing. com. Novembre 6, 2017. <https://www.lemondemarketing.com/femmes-et-publicite/>.
⁶ Schilis-Gallego, Cécile. « Pourquoi déteste-t-on les femmes poilues ? » Slate. Octobre 18, 2018. <https://www.slate.fr/societe/pourquoi-detester/pourquoi-deteste-on-femmes-poilues>

.....

• Cause toujours sale pub est une brochure qui analyse la place des femmes dans les publicités et les médias. Elle a été créée par Be Cause Toujours !, le groupe militant féministe liégeois des FPS, notre mouvement féministe. Depuis sa création en 2013, le groupe Be Cause Toujours ! se réunit environ une fois par mois sous forme d'apéros-débats et organise diverses activités. Ouvert à toutes et à tous ! Plus d'infos ? Contactez Alice (alice.croibien@solidaris.be, 043/422.422.) ou retrouvez Be Cause Toujours ! sur Facebook.

.....



LE HARCELEMENT DANS L'ESPACE PUBLIC :

UNE FORME DE VIOLENCE QUI NOUS CONCERNE TOUTES ET TOUS

Florence Vierendeel – Chargée de missions FCPF-FPS

Dans une étude réalisée en 2017, 98 % des femmes belges interrogées déclarent avoir déjà vécu une situation de sexisme dans l'espace public¹. Ce chiffre démontre à quel point cette problématique est un enjeu sociétal majeur. Dans la rue, dans les transports en commun, sur un terrain de basket, en terrasse d'un café, le harcèlement a lieu partout, à toute heure de la journée et prend diverses formes. Ce phénomène nous concerne toutes et tous et illustre le système patriarcal au sein duquel nous évoluons. Mais les initiatives de lutte contre cette forme de violence se multiplient aux quatre coins du globe et la parole des femmes se délie...

Une véritable prise de conscience se profilerait-elle à l'horizon ?

Vendredi soir, soirée entre ami-e-s, plusieurs s'interrogent : « Mais avec tout ça, comment draguer à notre époque !? » L'interpellation est récurrente ! Et pourtant... Le harcèlement, ce n'est pas de la drague. L'inverse est vrai aussi. La drague est une forme de séduction dont l'objectif est de charmer la personne qui nous intéresse et d'aboutir à un échange mutuel et respectueux si la/le destinataire est intéressé-e. Le harcèlement, à contrario, émane d'une situation où la personne exprime un refus (quelle que soit sa forme) mais où l'autre insiste. La personne à

l'origine du harcèlement instaure alors un rapport inégal de pouvoir qui se traduit par un climat de peur et de frustration. Par ailleurs, l'imaginaire collectif tend à perpétuer d'autres idées reçues sur le harcèlement dans l'espace public. Les plus répandues concernent le profil « type » de l'agresseur et de la victime mais aussi les caractéristiques de la transgression : le soir, dans la rue, sous forme de commentaires déplacés. Erreur ! Les agresseurs et les victimes sont, en réalité, de tous les âges, de toutes les origines, de toutes les cultures et de tous

les milieux sociaux. Notons également que le harcèlement ne se résume pas qu'à des commentaires. Il peut se manifester de mille et une manières différentes : sifflements, insultes, attouchements, frottements, exhibitionnisme... Quant à l'espace public, le terme recouvre tout lieu de passage et de rassemblement qui est à l'usage de toutes et de tous. Il s'agit tant du parc où nous nous promenons le dimanche après-midi, que de la salle de gym que nous fréquentons une fois par semaine, mais aussi du bus que nous empruntons tous les jours.



DES CONSÉQUENCES MULTIPLES

Ce type de violences n'est pas sans conséquence, surtout pour les femmes. En effet, s'il n'existe aucun profil type, les auteurs de harcèlement dans l'espace public sont majoritairement des hommes... et les victimes principales en sont les femmes. Il s'agit donc d'une forme de sexisme, qui, en Belgique, est punissable par la loi.

L'ASBL *Garance*² identifie aussi une série de conséquences qui, à grande échelle, rendent compte d'un espace public cadenassé et insécurisant. Nous citerons, par exemple, les stratégies d'évitement qui consistent à ne pas fréquenter certains lieux à certaines heures mais également à planifier à l'extrême tout déplacement ou à rester chez soi. Ce sentiment d'insécurité tend dès lors à exclure les femmes des

espaces de débat et de sociabilité, en les reléguant à l'espace privé³. Cette situation crée donc des inégalités basées sur le genre qui nous impactent toutes et tous.

LE SUCCÈS DU PROJET CROCODILES

Dès 2013, l'illustrateur Thomas Mathieu⁴ décide de sensibiliser le grand public au harcèlement dans l'espace public en utilisant un médium attractif : la BD. L'artiste s'inspire de faits réels en y ajoutant une touche d'humour. Les agresseurs sont désormais assignés à la figure du crocodile. En 2014, la *Fédération des Centres de Planning Familial des FPS* découvre ce projet et entame une collaboration avec ce dessinateur engagé et avec l'ASBL *Garance*. Depuis lors, *Le Petit Guide illustré du respect dans la rue* (ou ailleurs)⁵ est l'une de ses brochures phares. Cet outil explique ce qu'est le harcèlement et propose des pistes d'actions concrètes aux victimes ainsi qu'aux témoins de cette forme de violence. Parce que la prévention, c'est aussi tous les jours, à toute heure et pour tout le monde !

¹ Genin, Laetitia. " Le sexisme dans l'espace public (Rapport de recherche de Vie Féminine). " Vie Féminine. 2017.

<http://engrenageinfernale.be/wp-content/uploads/2016/10/Etude-Sexisme-web.pdf>.

² Pour plus d'informations : <http://www.garance.be>

³ Garance ASBL. " Le harcèlement de rue, une longue histoire ! " Garance ASBL. 2015. <http://www.garance.be/spip.php?article867>

⁴ Si vous souhaitez découvrir le travail de Thomas Mathieu et de sa collaboratrice, Juliette Boutant, rendez-vous sur : <http://projetcrocodiles.tumblr.com/>

⁵ Vous pouvez télécharger et/ou commander cette brochure sur le site internet de la FCPF-FPS : <https://www.planningsfps.be/>

⁶ Mallaval, Catherine. " En Belgique, une loi imitée aux effets limités. " Libération. Décembre, 6 2017. http://www.liberation.fr/france/2017/12/06/en-belgique-une-loi-imitée-aux-effets-limités_1614964

Retour sur la loi de 2014 contre le sexisme

En 2014, la Belgique se dote d'une loi inédite qui vise à lutter contre le sexisme dans l'espace public. Désormais, « toute personne qui, par son comportement, exprime un mépris à l'égard d'une personne, en raison de son appartenance sexuelle, ou [la considère] comme inférieure ou comme réduite essentiellement à sa dimension sexuelle [entraînant] une atteinte grave à sa dignité» risque une peine d'emprisonnement d'un mois à un an et/ou une amende de 50 à 1000 euros. Pour qu'il y ait sanction, soit l'auteur est pris en flagrant délit par la police, soit la victime porte plainte.



« IL FAUT MARCHER SUR DEUX PIEDS POUR GARDER UN ÉQUILIBRE »

Maïté Verheylewegen – Solsoc

La société marocaine connaît de multiples transformations telles que l'évolution de la position économique de la femme et son accès à l'emploi et à l'éducation, la mixité dans différents espaces ou encore des changements au niveau des systèmes de valeurs traditionnels. L'espace public, lieu de mobilité et de rencontres, devrait être accessible à tout le monde de manière égalitaire. Mais en est-il vraiment ainsi pour les femmes marocaines ?

Pour répondre à cette question, nous avons rencontré Amina Zair, présidente d'AFAQ (*Action Femmes des Associations de Quartier*), partenaire de Solsoc à Casablanca, et Kenza Chaiby, coordinatrice du programme *Vie digne et travail décent*, toutes deux militantes pour les droits des femmes.

UN ESPACE PUBLIC PEU INCLUSIF

« Il est important de définir les différents espaces publics dans la société marocaine et les difficultés que rencontrent les femmes lorsqu'elles les fréquentent. Dans les écoles, la fréquentation scolaire des filles diminue à partir du secondaire, car elles sont souvent victimes de harcèlement », explique Kenza. Par ailleurs, bien que le Maroc ait adopté le principe de discrimination positive permettant aux femmes d'accéder aux instances municipales et législatives, elles n'y sont que peu représentées. Kenza mentionne qu'« il n'y a qu'un seul parti politique dont la secrétaire générale est une femme ; ce sont les hommes qui dirigent les débats ». Il existe aussi une discrimination dans la distribution des espaces, certains étant affectés uniquement aux hommes et d'autres aux femmes. Ceux attribués aux hommes sont généralement plus grands. La politique publique urbaine n'est pas inclusive puisqu'elle n'intègre pas le genre dans les espaces publics. Par exemple, une grande majorité de nouveaux équipements de proximité comme des terrains de football pour garçons voient le jour.

« Les espaces publics tels que la rue, les marchés, les cafés, les parcs et les transports publics sont, quant à eux, étroits et fort fréquentés.

Ils sont propices au harcèlement. Dans les transports publics, un homme peut toucher ton corps ; tu ne peux pas en parler, car après tu dois te défendre et tu es de toute façon considérée coupable. » Amina ajoute que dans le bus, les hommes sont vulgaires, disent des choses choquantes et ont des pratiques violentes. Non seulement la femme a peur d'être harcelée, mais elle a peur d'être vue en situation de harcèlement.

DES CONSÉQUENCES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES

Les espaces publics sont des lieux d'épanouissement, d'ascension et d'affirmation pour toutes les personnes. « Lorsque les femmes sont privées ou limitées dans leur mobilité ou à l'accès à ces espaces, cela a un impact non seulement sur leur rendement et leur performance professionnelle, mais surtout sur leur estime de soi. Moins d'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux richesses nationales... cela veut dire que le pays est privé de la moitié de ses ressources humaines. Si les femmes sont exclues des espaces publics, cela a une influence directe sur le développement local et national et cela donne une société décalée. Il faut marcher sur deux pieds pour garder un équilibre ! », conclut Amina.

De plus, la famille exerce une emprise considérable sur les filles depuis l'enfance. En effet, « celles-ci sont considérées comme des êtres faibles devant être protégés par leurs pères et frères. La place idéale pour une femme, c'est la maison », nous explique ironiquement Amina. La famille attache une attention particulièrement importante



© Bibbi Abuzzini - Solsoc

à la perte de la virginité de la fille. Si elle perd sa virginité suite à un viol, elle sera reconnue coupable. « La mentalité dominante fait en sorte que les femmes ne doivent pas dépasser l'espace privé afin de rester protégées contre toutes les formes de brutalité et de harcèlement », explique Kenza.

En 2018, une loi relative à la lutte contre la violence envers les femmes est entrée en vigueur, mais elle est questionnée par différentes associations de défense des droits humains. En effet, il n'existe pas de réelles politiques garantissant la sécurité des femmes dans l'espace public. « Bien que cette loi soit enfin entrée en

vigueur, l'endoctrinement socioculturel est tellement ancré dans la société marocaine, qu'elle sera difficilement appliquée », selon Kenza.

Face à ces formes d'inégalités d'accès à l'espace public, au sentiment d'insécurité et au problème de harcèlement sexuel, Amina et Kenza ont des propositions claires quant au décloisonnement des femmes de leur espace domestique. En effet, il s'agit de plaider pour sécuriser les espaces publics, de dénoncer tous les actes et formes de discrimination, harcèlement, maltraitance envers les femmes. Dans le programme *Vie digne et travail décent* soutenu par Solsoc, AFAQ appuie plusieurs initiatives

féminines génératrices de revenus dans les quartiers populaires de Casablanca. Elles sont aussi amenées à s'intégrer à la vie politique et sociale de leur quartier. Un travail qui a donc tout son sens !

Solsoc est une organisation non gouvernementale (ONG) de coopération au développement. Avec des organisations du Sud, elle combat l'exclusion et les inégalités en Bolivie, au Burkina Faso, au Burundi, en Colombie, au Maroc, en Palestine, au Sénégal et en République Démocratique du Congo, ainsi qu'en Belgique. Leur objectif commun est de contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus démocratique.

Plus d'infos : www.solsoc.be

PENSER LE VÉCU DES FEMMES RACISÉES DANS L'ESPACE PUBLIC

Eléonore Stultjens – Chargée d'études FPS

Afin de voir l'espace public sous le prisme des discriminations raciales et de l'empreinte coloniale qui parcourt notre pays, nous avons rencontré Stéphanie Ngalula, responsable de la Cellule afro-féminine du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (CMCLD). Outre l'organisation de débats, de conférences, d'ateliers d'animation et de formation, le CMCLD propose des visites guidées de décolonisation où il présente la face cachée de l'histoire coloniale belge dans nos rues.

Pouvez-vous me présenter le Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (CMCLD) ?

Le CMCLD est un regroupement d'associations africaines de Belgique né en 2012. Les deux axes fondateurs sont, d'une part, la mémoire coloniale (l'histoire de la colonisation belge et de la colonisation de manière générale) et, d'autre part, la lutte contre les discriminations. Les deux parties sont liées : les discriminations ou les stéréotypes qui sont afférents à une certaine partie de la population sont les résultantes du processus colonial. Nous sommes des héritères/ers de l'histoire coloniale. Pourtant, à l'heure actuelle, cette histoire n'est pas enseignée de manière obligatoire dans le système scolaire. Le fait de ne pas la connaître nous empêche d'aborder la situation actuelle avec les outils nécessaires pour la comprendre dans sa complexité. Certaines personnes nous répondent que « c'est du passé, et que revenir sur tout ça n'est pas nécessaire ». Pourtant, nombreux sont les cas illustrant que ce que l'on désigne comme le passé est tout sauf révolu. L'été dernier lors du festival *Pukkelpop*, des jeunes femmes noires ont été harcelées par des jeunes hommes scandant des chants coloniaux : « Coupons des mains, le Congo est à nous ». Preuve que nous sommes dépositaires de l'héritage colonial quelle que soit notre génération.

Le cas Cécile Djunga [présentatrice météo à la RTBF et humoriste victime de harcèlement raciste] illustre la manière dont la lutte contre les discriminations est abordée. Après les attaques qu'elle avait subies, la RTBF a organisé une émission *À votre avis ?* sur le racisme. Les 4 personnes présentes étaient toutes blanches, et

pour la plupart des hommes. Les principales personnes touchées par la question n'étaient donc pas autour de la table mais dans le public. Il y a pourtant d'autres politiciennes racisées qui dénoncent la banalisation du racisme et réclament une tolérance zéro comme Gisèle Mandaila ou encore Nadia El Yousfi. Il y a un problème et qui vient le résoudre ? Les non concerné-e-s : la narration (la possibilité de s'exprimer) leur est retirée.

C'est donc faux de faire croire aux gens que ces idées et autres actes [racistes] sont derrière nous. Au contraire, ça se produit tous les jours.

L'une des missions du CMCLD, c'est de restaurer une mémoire coloniale la plus exhaustive possible et sans falsifications historiques. Les avantages que l'on a en Occident sont bâtis dans la relation de domination que l'on a entreprise avec les pays du Sud. L'espace public est porteur des stigmates de l'époque coloniale. On prend des bus, on marche dans des rues qui sont nommées d'après les acteurs importants de l'époque coloniale et ça, sans même le savoir. Par exemple, le bus *Wiener* ou encore la *rue des Vétérans coloniaux* sont porteurs de l'époque coloniale.

Justement, parlez-nous de vos visites décoloniales.

En quoi consistent-elles ?

Ce sont des visites guidées de l'espace public. On est à 10 parcours à Bruxelles sur les différentes communes. L'intérêt des visites décoloniales c'est de pouvoir permettre aux gens de s'approprier l'histoire de leur ville et de se rendre compte à quel point nous avons mis en évidence des personnes peu



glorieuses de l'histoire de notre pays sans que cela ne choque personne. C'est en plus très sexiste. Dans près de 95 % des cas, ce sont des hommes. Cela pose la question de la place actuelle des femmes dans l'espace public et des femmes racisées en particulier.

Lors de ces visites y a-t-il un focus « genre » ?

Oui. Une idée répandue est qu'avant la colonisation, le statut de la femme dite colonisée était très précaire par rapport à l'égalité femme/homme alors qu'il était parfois plus enviable. Nombreuses de ces sociétés étaient basées sur le système matriarcal dans lequel certaines fonctions sociétales et honorifiques

étaient occupées uniquement par les femmes. Il y a eu un recul apporté par l'époque coloniale quant à la condition de la femme africaine.

On met aussi en avant qu'une minorité criante de rues porte des noms féminins. C'est encore pire pour les femmes noires ! À l'heure actuelle, il serait pourtant normal que certaines rues portent le nom de femmes récipiendaires de prix Nobel à l'instar du Dr Wangari Muta Maathai (qui a pris à bras le corps le défi environnemental il y a plus de 25 ans) ou encore l'autrice Toni Morrison.

Cela nous amène à la question de l'intersectionnalité. Bien souvent, les femmes racisées ne se retrouvent pas dans ce qu'on appelle le féminisme

traditionnel. On nous ressort des discours du genre « on est toutes des femmes ». Malheureusement, le patriarcat et le sexisme ne sont pas les seules formes d'oppression que je subis. Cette hiérarchisation des luttes est inacceptable et nuit à l'émancipation des femmes racisées. La domination, c'est de dire « il n'est pas important maintenant de parler des problèmes spécifiques aux femmes racisées, car le plus important c'est d'abord les femmes de manière générale ».

Les femmes racisées ont-elles une expérience particulière de l'espace public ?

En termes de représentation, elles ne sont bien souvent pas inscrites dans le patrimoine public. On passe régulièrement sous silence certains aspects de notre histoire, c'est une autre forme de violence. Par exemple, on ne met pas en avant la personne qui a lancé le phénomène *#MeToo* il y a déjà 10 ans : l'Afro-Américaine Tarana Burke. On écarte, à chaque fois, une partie de l'histoire. Quand les personnes noires sont mises en avant, c'est toujours sous un prisme bien défini. Par exemple, dans des publicités d'ONG qui enlèvent toute dignité. Quand on voit des gens noirs dans l'espace public, c'est sous un angle misérabiliste : « Elles/ils ont besoin de nous, sans nous que feraient-elles/ils ? »

Quand les femmes afrodescendantes sont représentées, c'est de manière hypersexualisée. Il s'agit là encore d'un héritage de l'époque coloniale. Auparavant, le rapport à la sexualité était tabou. Et quand certaines populations ont été mises en contact avec le rapport sexuel, ce fut au travers de femmes noires exposées seins nus. Donc dans l'imaginaire collectif, il y a encore l'idée que la femme noire ou afrodescendante est très sexuelle. Elle est pensée comme non vertueuse et dont le corps est à disposition de tout un chacun. Elle est associée à la luxure, quasi toujours dépeinte comme avenante, sauvage et féline.

MALHEUREUSEMENT, LE PATRIARCAT ET LE SEXISME NE SONT PAS LES SEULES FORMES D'OPPRESSION QUE JE SUBIS

Pour en savoir plus sur le CMCLD : <https://www.memoirecoloniale.be>



TU SERAS VIOLENT, MON FILS.

Julie Gillet – Rédactrice externe

Si l'on ne naît pas femme, mais qu'on le devient, il en va de même pour les hommes. Ainsi, l'injonction de la masculinité se construit dès l'école maternelle. Le sport, les loisirs, la culture, la cour de récréation comme les activités organisées autour de l'école participent à cette obligation pour les garçons de se conformer au modèle hétérosexuel dominant, en particulier lorsque le groupe fonctionne en non-mixité. Tel est le postulat du géographe français Yves Raibaud, qui a analysé les villes sous le prisme du genre, mettant en avant les inégalités engendrées par des espaces urbains pensés et construits par et pour les hommes. Rencontre.

Aujourd'hui, nos villes seraient inégales. Pourquoi ?

Dès la fin de l'école primaire, les filles décrochent peu à peu des activités de loisirs organisées, tandis que les garçons les investissent massivement, qu'il s'agisse des skate parks, des terrains multisports ou encore des salles de musiques actuelles. Il faut dire que les loisirs dits « féminins » sont bien moins subventionnés que ceux des garçons à qui l'on attribue des équipements plus importants et plus chers. Ce décrochage des filles (on leur en attribue parfois la responsabilité, alors que tous les entretiens menés avec elles nous disent le contraire) a des conséquences sur leur pratique de la ville : tandis que l'on conforte les garçons dans leur vocation à jouer et à occuper l'espace (y compris l'espace sonore – musique forte – ou visuel – tags et graffs), la pression sociale amène une grande majorité des filles à se retirer de ces espaces. Ainsi, dès l'adolescence, les rôles de genre sont définis. Les dispositifs publics de loisirs des jeunes ne font malheureusement que suivre cette tendance, souvent en l'absence de conscience des enjeux de l'égalité chez les élu-e-s locales/aux et de formation chez les animatrices et les animateurs.

Quelles sont les conséquences de cet entre-soi masculin ?

Ces infrastructures que l'on construit « pour tout le monde » mais qui dans les faits ne sont utilisées que par les hommes

sont tout autant de lieux de production d'identité masculine, où prédomine souvent une culture commune teintée de sexisme et d'homophobie. L'agressivité, la compétition, la loyauté au groupe et à son *leader*, le refoulement de l'intime, y apparaissent comme des qualités essentielles pour être accepté-e par le groupe. Les meilleurs exemples sont les skate parks et les terrains multisports, ces équipements sportifs d'accès libre qui ont pour but avoué de canaliser la violence des jeunes dans des activités positives, et qui fonctionnent au contraire comme des « écoles de garçons », produisant l'agressivité et la violence qu'ils sont censés combattre.

Quelles sont les conséquences de cette division genrée des espaces publics ?

Les garçons sont invités dès leur plus jeune âge à investir la rue pour jouer. Les équipements sportifs d'accès libre, le *design* urbain, les noms de rue, les statues et les publicités de femmes nues concourent à faire de l'espace urbain un lieu plaisant pour les garçons et dans lequel ils peuvent se sentir plus légitimes que les femmes. Ces dernières ont moins d'emprise spatiale sur la ville que les hommes, elles calculent leurs déplacements en fonction du lieu et de l'heure, elles se déplacent d'un point à un autre ni trop vite pour ne pas montrer qu'elles ont peur, ni trop lentement pour ne pas faire croire qu'elles cherchent

leur chemin, elles évitent de stationner, montrent qu'elles sont occupées, etc. Ceci n'est pas une opinion, mais le résultat de nombreuses enquêtes étonnamment semblables partout dans le monde. La ville ludique, récréative, celle où l'on peut flâner, rêver à la terrasse d'un café ou jouer au ballon apparaît comme une ville faite pour les hommes.

Comment rendre les villes aux femmes ?

D'abord, en observant les inégalités d'attribution des moyens publics selon le sexe, ce qu'on appelle le *gender budgeting*. Ensuite, en faisant appel à l'expertise des femmes elles-mêmes pour comprendre leurs difficultés spécifiques dans la ville. Ce serait la meilleure manière de faire fonctionner les lois, en particulier celle sur le harcèlement de rue qui me semble être le dispositif minimum si l'on veut améliorer la mixité dans l'espace public. Ensuite par la promotion et le développement de toutes les actions qui concourent à la restauration d'une image digne des femmes dans la cité : suppression de l'affichage sexiste, féminisation des noms de rue, programmation sportive culturelle égalitaire, parité politique...

Pour aller plus loin, voir Gillet, Julie. "Tu seras violent, mon fils. Des conséquences de l'entre-soi masculin dans nos villes." Femmes Prévoyantes Socialistes. 2018. <http://www.femmesprevoyantes.be/wp-content/uploads/2018/06/Analyse2018-Tu-seras-violent-mon-fils.pdf>



ACTIVISME AU FÉMININ : ON PASSE À L'ACTION !

Mathilde Largepret — Chargée de projets FPS

Pour se réappropriier l'espace public, s'y sentir plus à l'aise et légitimes, des groupes de femmes passent à l'action ! On connaît le mode opératoire des Femen ou encore des Pussy Riots mais l'activisme féministe compte bien d'autres facettes. Petite découverte d'adeptes de l'action directe et autre militantisme.

RENDRE LES FEMMES VISIBLES DANS L'ESPACE PUBLIC

Quatre pour cent. C'est la proportion de rues portant le nom de femmes à Bruxelles, autrement dit, dix fois moins que le nombre de rues au nom d'hommes. La collective *Noms Peut-être* renomme rues et auditoriums universitaires pour réclamer plus de visibilité des femmes. Car oui, l'Histoire oublie souvent qu'il n'y a pas eu que des « grands hommes » ! En France, le collectif *La Barbe*, composé de femmes aux moustaches postiches, s'invite de manière impromptue lors d'événements rassemblant des experts uniquement masculins pour revendiquer plus de représentativité. Qui a dit qu'expert n'existait pas au féminin ? À Paris, une carte interactive recense le matrimoine, autrement dit des œuvres de tout type réalisées par des femmes.

ÉLARGIR LA PANOPLIE DES MOYENS DE TRANSPORT UTILISÉS PAR LES FEMMES

À Liège, le 8 mars, c'est désormais la tradition : tou-te-s en selle pour la cyclo-parade féministe. « La femme à vélo est un véritable symbole d'indépendance. Se battre pour le droit de pédaler, c'est surtout défendre le droit de sortir de chez soi, d'être mobile, d'être présente dans l'espace public. » En Afghanistan, l'école de skate *Skateistan* permet aux jeunes filles de se déplacer autrement dans la rue. En Tunisie, les femmes font la « vélorution » et deviennent plus autonomes grâce aux cours de vélo qui leur sont spécifiquement dédiés.



© Mathilde Largepret

FAIRE PRENDRE CONSCIENCE DU HARCELEMENT ET DIRE STOP

Chez nous, le slogan : « Laisse les filles tranquilles » s'immisce dans les rues de la capitale un peu plus chaque jour. Simple et efficace, le message laisse des traces et s'imprime sur les murs et trottoirs témoins d'une situation de harcèlement ou d'agression. Au Québec, des portraits de femmes du projet *On t'watch* (« on t'observe ») s'adressent directement aux harceleurs¹ de rue avec des répliques bien placées.

UN FESTIVAL SANS HARCELEMENT NI AGRESSIONS

Cet espace public à l'ambiance toute particulière n'est pas épargné par le harcèlement et les agressions. L'an dernier, le *plan* SACHA (*Safe Attitude Contre le Harcèlement et les Agressions en milieu festif*) a vu le jour au festival *Esperanzah*. En plus de sensibiliser les festivalières/ers, les équipes et les bénévoles, il prend en charge les victimes sur le lieu même. Cette année, *Les Solidarités* emboîtent le pas avec un plan ambitieux !

PARLER DES RÈGLES ET DU CLITORIS EN TOUTE INSOUCIANCE

Les affiches et les slogans de la campagne *It's not a pretzel* se déclinent à l'infini pour nous faire prendre conscience avec humour de ce qu'est un clitoris. Ceci n'est pas un bretzel, ceci n'est pas un alien, ceci n'est pas une légende : ceci est un clitoris ! En Allemagne, une activiste a collé des serviettes menstruelles dans les lieux publics de sa ville avec le message suivant : « Imaginez... Si les hommes étaient aussi dégoûtés par le viol qu'ils le sont par les règles... » Alors, on s'y met quand ?

¹ Nous avons pris le parti dans cette édition du Femmes Plurielles de ne pas parler de harceleuses mais bien de harceleurs. Nous n'utilisons donc pas l'écriture inclusive pour ce terme.

◆ ◆ ◆

Reportage photo grève du 8 mars :

QUAND LES FEMMES S'ARRÊTENT, LE MONDE S'ARRÊTE !

Elise Voillot — Chargée de communication FPS
Photos de Marjorie Durieux, Jean-Paul Grumiau et Elise Voillot

Ce 8 mars 2019, la première grève féministe de Belgique, initiée par le Collecti.e.f 8 maars a eu lieu. Partout dans le pays, des femmes ont arrêté de travailler, mais aussi de gérer le foyer, de prendre soin des enfants, de consommer... Tout ça le temps d'une journée. Aux Femmes Prévoyantes Socialistes, on s'est aussi mobilisées ! Retour en images sur cette journée de revendications avec les régionales de Mons-Borinage et Wallonie picarde.

« FLUTTES ALORS ! »

Huit heures trente du matin, marché de Péruwelz. Malgré le froid, les passant-e-s se pressent en masse pour faire leurs courses. Sous ce soleil (presque) printanier, un groupe de femmes interpelle commerçant-e-s, badauds, jeunes et moins jeunes. Sonnez buccins et trompettes, les fLuttes (femmes en lutte) sont là !

Ce collectif naissant n'est pas prêt de s'arrêter ! Issues de tous horizons, elles ont créé un cahier de revendications qu'elles ont distribué dans les rues de Péruwelz. Grâce à une activité ludique, elles ont laissé la population s'exprimer autour de questions telles que le harcèlement dans l'espace public, la charge mentale ou encore le coût des serviettes hygiéniques.



ACTIONS COUP-DE-POING À MONS ET À ATH

Ce matin-là également, un curieux attroupement se forme à la gare de Mons. Armé de ballons et de banderoles, le groupe *Opération 8 mars* a échangé avec les Montois-e-s en parcourant divers lieux de la cité du Doudou.

En amont, il avait également interrogé la population afin de voir comment était perçue cette première grève féministe¹. De très beaux témoignages ont été récoltés !



Dix-sept heures. Tandis que les Montois-e-s organisaient un ultime rassemblement sur la grand-place, Ath vibrat sous le poids des phrases-chocs des manifestantes de Wallonie picarde.

¹ Pour voir la vidéo : <https://www.facebook.com/fpsmb/videos/251123885797403/>



SUR LE WEB AUSSI, LES FEMMES SONT INVISIBLES

Elise Voillot – Chargée de communication FPS

Dans un monde en constante évolution, l'espace public ne se résume plus seulement à des lieux physiques tels que les parcs ou les rues. Les réseaux sociaux et internet sont eux aussi devenus des espaces de rencontres et de découverte. À portée de clic, chacun-e peut contribuer à faire vivre un endroit qui défie les lois de l'espace et du temps. Pourtant, si 94 % des Belges¹ utilisent internet, les femmes restent très souvent invisibilisées sur la toile...

Octobre 2018, Donna Strickland devient la troisième femme à recevoir le prix Nobel de physique avec ses collègues Gérard Mourou et Arthur Ashkin. Pourtant, si son travail a été reconnu par l'Académie, aucune page *Wikipédia* n'existait avant l'annonce des résultats. Quelques mois plus tôt, une Américaine avait pourtant soumis un brouillon de biographie rejeté par l'encyclopédie en ligne. En cause ? La physicienne ne correspondait pas aux « critères de notoriété », c'est-à-dire qu'elle n'était pas assez connue pour figurer sur le site. Ses collègues masculins avaient pourtant tous les deux des pages à leur nom².

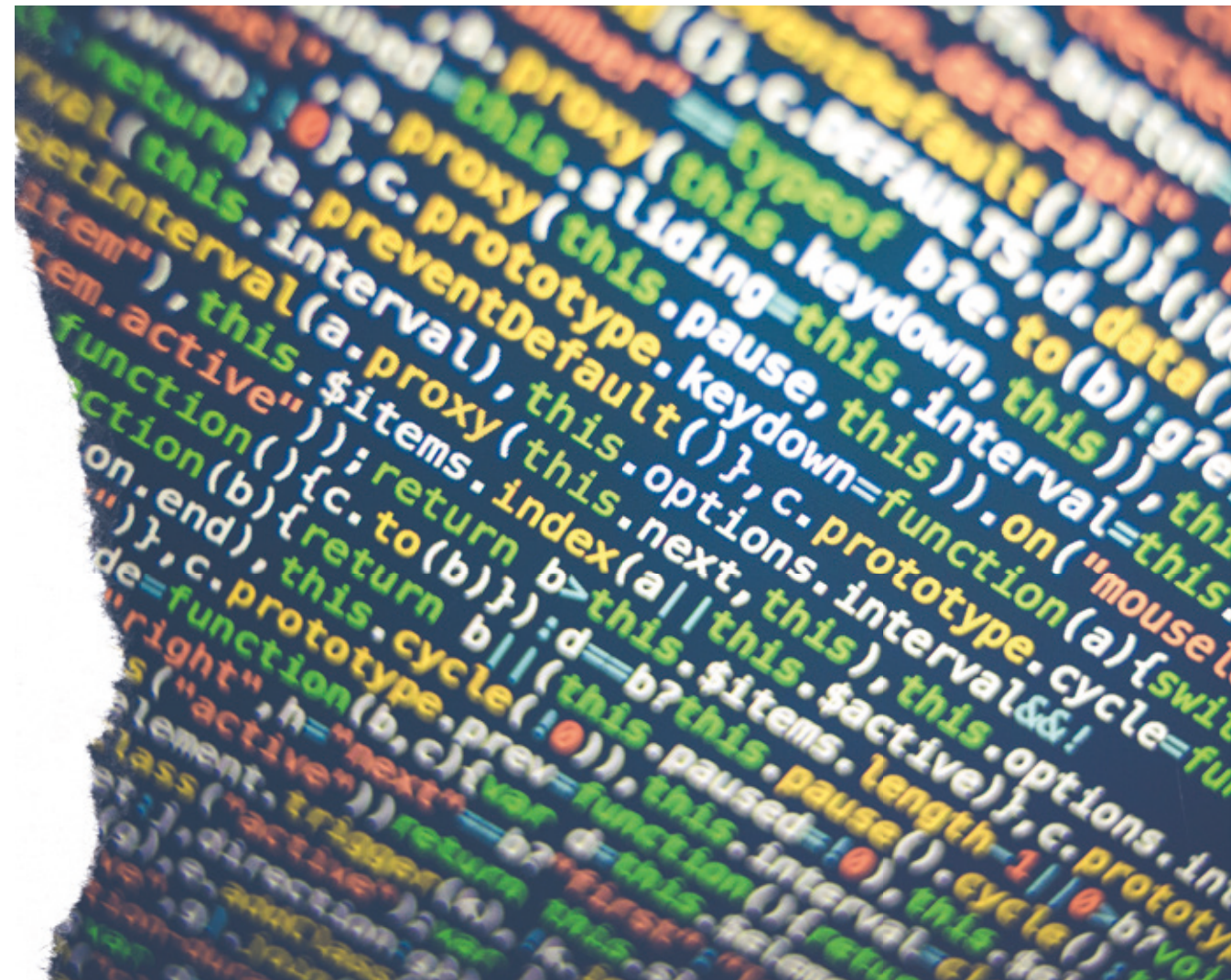
Sur *Wikipédia*, l'un des 10 sites les plus consultés au monde, seulement 17 % des fiches biographiques représentent des femmes³. La disparité est encore plus grande dans le domaine scientifique. Pourquoi ? Le phénomène peut s'expliquer pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce que peu de contributeurs sont des contributrices. Selon Rémi Mathis, ancien président de *Wikimédia France*, une association pour le libre partage de la connaissance : « Entre 10 et 30 % de femmes éditent sur le site, c'est une minorité⁴. » Sue Gardner, ancienne présidente de *Wikimédia* aux États-Unis, souligne également que les femmes ont moins de temps dans leur quotidien à accorder à la rédaction d'articles bénévoles car elles sont souvent en charge des tâches ménagères⁵. Régulièrement victimes de propos misogynes sur les forums de la plateforme (voir notre

article sur le cyberharcèlement), les femmes sont également peu encouragées à produire des contenus. Elles manquent alors parfois de confiance et ne se sentent pas légitimes pour rédiger des articles... C'est ce qu'on appelle le *syndrome de l'imposteur*.

YOUTUBE : DÉMONÉTISATION + SYNDROME DE L'IMPOSTEUR = SEXISME

Victimes régulières de moqueries et de cyberharcèlement, les femmes osent également moins s'exprimer sur des réseaux sociaux tels que *YouTube*. Marie Camier Theron, cofondatrice des *Internettes*, une association qui a pour objectif de mettre en avant les femmes sur *YouTube* explique que : « C'est surtout une question d'éducation. Depuis toutes petites, on leur dit de ne pas parler trop fort ou de ne pas trop bouger tandis que les garçons sont encouragés à s'exprimer et prendre de la place. Au final, quand elles arrivent sur *YouTube*, elles sont plus sujettes au harcèlement des *haters*⁶, notamment sur leur physique⁷. »

Outre le cyberharcèlement, les femmes sont également victimes des algorithmes de la plateforme. Les youtubeuses/eurs sont notamment rémunéré-e-s grâce à la publicité qui se trouve avant le contenu qu'elles/ils produisent. S'il n'y a pas de publicité avant la vidéo, il n'y a non seulement plus de rentrées d'argent mais également un mauvais référencement sur le site. La vidéo sera



© Markus Spiske

donc moins visible pour les internautes. Or, depuis quelques mois, de nombreuses vidéos à caractère féminin et/ou féministe ont été démonétisées. C'est le cas par exemple de la youtubeuse Charlie Rano⁸ ou de la chaîne *Parlons peu, mais parlons !* qui aborde sans tabous la sexualité féminine. Si la plateforme est plutôt réticente vis-à-vis de vidéos sur le cancer du sein ou sur l'endométriose⁹, il y semble plus facile de parler de pénis. Comme l'explique Marie Camier Theron : « La plupart des vidéos humoristiques dans lesquelles des hommes font semblant de pratiquer un acte sexuel ou parlent de leur pénis ne sont jamais démonétisées¹⁰. »

Pour éviter toute invisibilisation et réussir à subsister, certaines femmes se voient contraintes de s'autocensurer en lissant leurs contenus ou en évitant d'aborder certains sujets. Pour Marie Camier Theron, les annonceuses/eurs ont leur part de responsabilité en favorisant la monétisation de vidéos aux contenus inoffensifs et populaires tels que les *vlog*¹¹ voyage ou les tutos maquillage.

MOBILISATION ON ET OFF LINE

Face à ces inégalités persistantes, de nombreuses associations se mobilisent et organisent des actions afin d'offrir une meilleure place aux femmes sur le web. Ainsi, des *Edit-A-thon* sont organisés partout dans le monde afin de produire des biographies de femmes pour alimenter *Wikipédia*, les FPS de Liège en organisent d'ailleurs régulièrement ! En France, les *Internettes* ont réalisé une plateforme qui recense des youtubeuses issues de tous horizons afin de leur offrir une meilleure visibilité. Mieux encore, elles ont produit un très beau documentaire (*Youtube : elles prennent la parole* : <https://www.youtube.com/watch?v=GiCooRTPYTo>) disponible en ligne.

— Le Monde. Octobre 4, 2018. https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/10/03/pourquoi-donna-strickland-n-etait-pas-sur-wikipedia-avant-d-avoir-son-nobel-de-physique_5364210_4408996.html

³ Courrier International — Paris. "Égalité. Où sont les femmes sur Wikipédia ?" Courrier International. Décembre 12, 2016. <https://www.courrierinternational.com/article/egalite-ou-sont-les-femmes-sur-wikipedia>

⁴ Pieretti, François. "Wikipédia : où sont les femmes ?." Cheek Magazine. Décembre, 5 2016. <http://cheekmagazine.fr/societe/wikipedia-femmes-sexisme/>.

⁵ Chauvet, Annabelle. "Pourquoi les femmes sont-elles si peu présentes sur Wikipédia et comment y remédier ?." Télérama. Août 29, 2018. https://www.terrama.fr/medias/pourquoi-les-femmes-sont-elles-si-peu-presentes-sur-wikipedia-et-comment-y-remedier_n5778910.php

⁶ Haters est le terme anglais pour cyberharceleur

⁷ Rahmil, David-Julien. "Démonétisation, invisibilité et harcèlement : la triple peine des femmes sur YouTube." L'ADN. Avril, 1 2019. <https://www.ladn.eu/media-mutants/youtube-femmes-desavantages-rapport-hommes/>

⁸ L'une de ses vidéos où elle embrassait un écureuil en peluche et se baignait en petite culotte a été démonétisée.

⁹ Deux vidéos de *Parlons peu, mais parlons !* qui ont été démonétisées.

¹⁰ Rahmil, David-Julien. "Démonétisation, invisibilité et harcèlement..." op.cit

¹¹ Il s'agit de blogs vidéo.

¹ Marchandise, Grégory. "Digital Report 2019 : les chiffres pour la Belgique." UBA Belgium. Février 4, 2019. <https://www.ubabelgium.be/fr/news-insights/detail/2019/02/04/Digital-Report-2019-les-chiffres-pour-la-Belgique>

² Le Monde. "Prix Nobel : pourquoi Donna Strickland n'était pas sur Wikipédia avant de remporter celui de physique. Pixels

CYBERHARCÈLEMENT : LES FEMMES PRINCIPALEMENT TOUCHÉES

Elise Voillot – Chargée de communication FPS

En février 2019, l’affaire de la Ligue du LOL explose sur les réseaux sociaux. De nombreuses voix s’expriment alors sur Twitter pour dénoncer les vastes campagnes de cyberharcèlement dont elles ont été les victimes.

Constituée en 2009 via un groupe Facebook privé et majoritairement composée de journalistes influents (Libération, Les Inrocks, Slate) ainsi que de publicitaires parisiens, la Ligue du LOL s’est attaquée principalement à des femmes. Outre les tweets ou commentaires injurieux, racistes, sexistes, homophobes et sexuels, certains membres de la Ligue ont usurpé l’identité des victimes, réalisé des photomontages humiliants, organisé des canulars téléphoniques ou encore se sont rendus physiquement chez les victimes. Le vacarme qu’a provoqué l’affaire a permis de donner un coup de pied dans la fourmilière... Reste à creuser la question du cyberharcèlement, dont les femmes sont à ce jour les premières victimes.

COMPRENDRE LE CYBERHARCÈLEMENT¹

Le cyberharcèlement comporte certains critères du harcèlement « traditionnel » à savoir l’intentionnalité (on agit volontairement pour nuire à la victime), la répétition et la relation d’emprise. Mais là où le harcèlement plus « classique » se définit généralement par un harcèlement en face à face, le cyberharcèlement se prolonge sur les réseaux sociaux et sur internet. La victime peut alors être agressée jusque dans sa sphère privée et par des anonymes sans contrainte ni de temps, ni d’espace. Il peut se déployer également plus vite et de façon plus importante que dans le « monde réel ». Un contenu peut être partagé, commenté et échangé n’importe

quand par des gens qui ne se côtoient pas en face à face mais derrière un écran.

La multiplicité des supports sur les réseaux sociaux (vidéos, commentaires, textes, photos) permet aux agresseurs de varier les modes d’action : publier des images, des informations, des SMS ou des vidéos à caractère sexuel (le *sexting*), confidentielles (*l’outing*), diffuser des informations diffamatoires (le *flaming*) usurper l’identité de la victime, la menacer ou encore propager de fausses informations sur elle.

Si la violence s’effectue dans un cadre virtuel, la douleur des victimes est pourtant bien réelle et ne s’arrête pas à la fermeture des écrans.

LES FEMMES, PREMIÈRES VICTIMES DE HARCÈLEMENT

Selon une étude d’*Amnesty International* réalisée dans 8 pays auprès de femmes de 18 à 55 ans, près d’un quart des femmes sondées ont déclaré avoir subi des violences ou du harcèlement sur internet au moins une fois dans leur vie². Pour la journaliste indépendante Florence Hainaut, les cibles favorites des harceleurs sont « les femmes qui s’expriment, celles qui “ne restent pas à leur place”. Et si elles cumulent les facteurs de discrimination, c’est pire, elles font alors face, par exemple, à une combinaison de misogynie et de racisme³. »

La youtubeuse Marion Seclin ou la journaliste Nadia Daam, toutes deux dénonçant le sexisme, ont ainsi été victimes de vastes campagnes de harcèlement en ligne. La première auto-proclamée « championne de France du cyberharcèlement » (elle a reçu près de 40.000 messages injurieux), la seconde, également victime de menaces de mort et de viol⁴. En conséquence, de nombreuses femmes actives sur internet, craignant les représailles ou les injures, se murent dans le silence. Selon l’étude d’*Amnesty*, 32 % des femmes qui ont déjà été harcelées ont cessé de publier des contenus véhiculant leur opinion sur certains sujets⁵.

Dans le cas de la *Ligue du LOL*, où les victimes connaissaient parfois les harceleurs, des carrières ont été ruinées. Selon Lucille Bellan, journaliste à *Slate* et victime : « Pour moi, la *Ligue du LOL*, c’est des années de harcèlement, une usurpation d’identité, des attaques basses et gratuites... Clairement, ça a défoncé ma confiance en moi et en mes capacités de journaliste⁶. »

La journaliste et féministe Mélanie Wanga

connaissait également certains membres de la *Ligue* : « Imaginez croiser les gens de cette team en soirée. Les voir se promouvoir entre eux, se donner des CDD, des CDI. Les voir harceler d’autres personnes. Vous essayez de lutter et d’aider, sans trop réussir. Parce que déjà, les rapports de force sont complètement déséquilibrés⁷. »

QUE FAIT LA JUSTICE ?

Pour Florence Hainaut : « La réponse doit être politique. Si le politique n’en fait pas une priorité, la police et la justice ne le feront pas, ne fût-ce que parce qu’on ne leur en donnera pas les moyens⁸. »

En Belgique, le harcèlement, l’incitation à la haine, à la discrimination, à la violence ou à la ségrégation sont puni-e-s par la loi. Pourtant face au cyberharcèlement, la justice semble très souvent impuissante.

En France, Marion Seclin témoigne de procédures longues et complexes. Face à 40.000 harceleurs anonymes, dont elle ne connaissait que le pseudo, elle devait porter plainte contre X ce à quoi elle répondra : « J’ai pas le temps, ni les moyens, ni l’énergie de porter plainte contre 40.000 personnes⁹. » Lorsqu’elle a dénoncé les agressions dont elle a été victime, les modératrices/teurs des réseaux sociaux ont indiqué qu’elles/ils n’étaient pas des médias mais des diffuseurs et qu’elles/ils n’avaient donc pas à prendre parti. Outre un système judiciaire complexe, lent et une non-réactivité des modératrices/teurs, il est aussi plus difficile de rassembler des preuves au vu de la volatilité des contenus en ligne¹⁰. Par ailleurs, l’évolution rapide des réseaux sociaux est telle qu’elle empêche la justice de suivre la cadence.

Dans le cas de la *Ligue du LOL*, si le « tribunal populaire » et le monde professionnel ont

tranché¹¹, la condamnation des membres se fait attendre. En cause ? Le délai de prescription qui a été dépassé¹² et le niveau de responsabilité des membres de la *Ligue* (certains se disent justes membres du groupe et déclarent ne pas avoir harcelé les victimes). Notons cependant qu’un collectif d’avocat-e-s gravitant autour de l’association féministe *Jamais sans elles* s’est constitué, et que la secrétaire d’État chargée de l’égalité femme-homme Marlène Schiappa envisage (sans l’annoncer officiellement) d’allonger le délai de prescription¹³. Affaire à suivre...

¹ Gozlan, Angélique. **Le harcèlement virtuel**. Bruxelles: Yapaka, 2018.

² Amnesty International. “Harcèlement en ligne : l’impact inquiétant.” *Amnesty International*. Novembre 20, 2017. <https://www.amnesty.fr/discriminations/actualites/des-femmes-du-monde-entier-font-etat-de-stress-dangoisse>

³ Ecolo. “Cyberharcèlement: un harcèlement virtuel à la violence bien réelle.” Ecolo. Mars 7, 2019. <https://ecolo.be/cyberharcèlement-un-harcèlement-virtuel-a-la-violence-bien-reelle/>.

⁴ Mourgere, Isabelle. “Qui se cache derrière le cyber harcèlement sexiste, anti féministe ?” *TV5 Monde*. Mars 9, 2019. <https://information.tv5monde.com/terriennes/qui-se-cache-derriere-le-cyber-harcèlement-sexiste-anti-feministe-202336>

⁵ Amnesty International. “Harcèlement en ligne : l’impact inquiétant.” op. cit.

⁶ Jourdain, Stéphane. “Victimes de la *Ligue du LOL* : des témoignages qui “tordent le bide”. 3 *France Inter*. Février 11, 2019. <https://www.franceinter.fr/societe/voici-les-temoignages-qui-tordent-le-bide-des-victimes-de-la-ligue-du-lol>

⁷ Idem

⁸ Ecolo. “Cyberharcèlement: un harcèlement virtuel à la violence bien réelle.” op. cit.

⁹ Championne de France de cyber-harcèlement. Directed by TEDxChampsElyseesWomen. Produced by TEDx Talks. Performed by Marion Seclin. Youtube, 2017.

¹⁰ De Terwangne, Marion. “Le cyberharcèlement : une législation d’hier pour un mal d’aujourd’hui ?” *UCL Louvain*. 2017. https://dial.uclouvain.be/memoire/ucl/fr/object/thesis%3A10026/datastream/PDF_01/view.

¹¹ Certains professionnels ont été mis à pied suite à la dénonciation de la Ligue du LOL.

¹² Le délai de prescription est de 6 ans en France et se base sur le dernier message ou propos du harceleur. Or dans cette affaire, beaucoup de messages considérés comme “recevables” sont antérieurs à 2012. Pour en savoir plus : <https://www.numerama.com/politique/463572-ligue-du-lol-et-cyberharcèlement-que-dit-la-loi-en-france.html>

¹³ Simon, Cyril. “Cyberharcèlement : la “Ligue du LOL” bientôt devant la justice ?” *Le Parisien*. Février 11, 2019. <http://www.leparisien.fr/societe/cyberharcèlement-la-ligue-du-lol-bientot-devant-la-justice-11-02-2019-8009412.php>



POUR ALLER PLUS LOIN

Mathilde Largepret - Chargée de projets FPS

NOS COUPS DE CŒUR SUR LA THÉMATIQUE « FEMMES ET ESPACE PUBLIC »

Pour les yeux

Pour les fêru-e-s du grand écran, le film *Wadjda* (2012) de la réalisatrice saoudienne Haifaa al-Mansour met en scène l'histoire d'une ado prête à tout pour s'acheter un vélo. L'intrigue vous semble un peu simplette ? Elle nous emmène pourtant dans une épopée mêlant place des femmes dans l'espace public – faire du vélo étant interdit aux femmes jusqu'en 2013 – et condition féminine (mariage forcé, polygamie, etc.).

Pour celles et ceux pour qui continuent d'aimer tourner les pages de ce bon vieux papier, on sort de notre bibliothèque un exemplaire de la BD sur le harcèlement de rue *Les crocodiles* de Thomas Mathieu (Le Lombard, 2014), une version du nouveau livre très complet *Partager la ville. Genre et espace public en Belgique francophone* (Sacco Muriel et Paternotte David (dir.), Academia L'Harmattan, Intellection n° 32, 2018) et l'extra *Non, c'est non. Petit manuel d'autodéfense à l'usage des femmes qui en ont marre de se faire emmerder sans rien dire* d'Irène Zeilinger (Zones, 2008). Et pour mettre cela en pratique, des stages d'auto-défense pour femmes sont organisés régulièrement (plus d'infos : www.garance.be ou www.wendo.be).

Pour les oreilles

Toujours les mêmes morceaux en boucle ? On vous propose du nouveau avec les podcasts *Yesss*, où des personnes partagent ce qu'elles ont répondu à leurs harceleurs. *Empowerment* garanti ! À ajouter à votre playlist : le numéro *Villes viriles* de l'excellente émission *Les couilles sur la table* ou encore l'épisode *Non, c'est non !* du podcast *Quoi de meuf ?*

Et tant que vous êtes près de votre smartphone, sachez que des app anti-harcèlement existent : *Touche pas à ma pote*, *NextRide*, *Garde ton corps*, *Eyes Up*, *Hands away*, *Elle Ceterae* (chatbox sur *Messenger*), *Bodyguard*... C'est tout nouveau ! *Paye ton chauffard*, c'est la page *Facebook* fraîchement créée pour dénoncer les agressions sexistes subies en tant que cyclistes.

ÇA BOUGE AUSSI AUX FEMMES PRÉVOYANTES SOCIALISTES !

Les FPS, le mouvement féministe du magazine Femmes Plurielles, travaille sur la thématique de l'espace public depuis de nombreuses années. Après la venue de l'expo *Que portais-tu ce jour-là ?* montrant que l'habit ne fait pas le viol ou encore un *Edit-A-Thon* féministe, cinq marches exploratoires pour prendre le pouls de la ville et voir ce qui peut être amélioré pour les femmes ont lieu en ce début d'été dans nos régions en Wallonie et à Bruxelles (plus d'infos : www.femmesprevoyantes.be).

Si l'envie de vous mettre à la musique vous titille, le groupe *Manifest'action* est en train de se lancer dans la région

de Mons. Le concept : apprendre à jouer des percussions en groupe et à chanter pour égayer les manifs et rassemblements militant-e-s ! (plus d'infos : FPS Mons-Borinage, fps.315@solidaris.be)

Envie d'aventures ? Le réseau associatif de *Solidaris Charleroi, Centre et Soignies* vous propose une multitude d'activités pour commencer l'été de la meilleure des façons ! Au programme : la visite de Charleroi sous un angle inédit, des ateliers de développement personnel, des promenades découvertes... Pour recevoir la brochure complète et toutes infos et inscriptions : 071/507.820. ou 071/507.821.

En septembre, place à la créativité, à des ateliers sur la confiance en soi et des conférences ! Envie de participer ? Contactez les FPS du Centre et de Soignies (Rue Ferrer 114 à 7170 La Hestre) au 071/507. 820. ou fps.cs@solidaris.be

Déjà la reprise ? Pas de panique ! Les FPS de Charleroi sont là et vous proposent entre autres, le module *Êtes-vous prêt-e-s à aller mieux ?* un cycle de 12 séances pour faire le deuil de ses expériences d'échecs, retrouver l'énergie et prendre soin de soi. (Plus d'infos : rolanda.antonacci@solidaris.be ou 0471/345.868.)



QUOI DE NEUF AU PAYS DES SOLIDARITÉS ?

Eléonore Stultjens – Chargée d'étude FPS

En 2019, le festival des Solidarités se tiendra du vendredi 23 au dimanche 25 août. Trois jours pour plus de découvertes ! Cette année, la Citadelle de Namur bougera au rythme de la justice sociale et de la transition écologique, un sujet qui nous touche toutes et tous. Les décors et animations seront organisé-e-s en faveur de l'environnement : fini les gobelets jetables, les goodies en plastique et autres éléments polluants. Pour compenser les émissions carbone de l'événement, des arbres seront plantés et des fontaines à eau seront installées sur le site.

Les Solidarités seront dorénavant ouvertes le vendredi pour une journée sous le signe du débat citoyen et de la production solidaire. Cette journée d'Agora sera riche avec : *Le bout du Tunnel* (un parcours sensoriel sur les migrant-e-s climatiques), des rencontres-débats sur la justice climatique et sociale où nous répondrons aux questions suivantes : « Pourquoi les femmes s'emparent-elles de ces mouvements sociaux et climatiques ? Quelles stratégies adopter pour que ces mouvements portent leurs fruits ? », des animations créatives telles que des chorales militantes ou la réalisation de pancartes de manif. L'Agora se clôturera en musique avec les concerts d'Axelle Red ou encore de Pascal Obispo.

Autre nouveauté 2019 : Les Solidarités sera un festival *safe*. Les milieux festifs sont des espaces où le harcèlement et autres violences sexistes et sexuelles se produisent en nombre. Cette année, un plan ambitieux va voir le jour : animations, campagne de sensibilisation contre le harcèlement, zones *safe* de prise en charge de victimes et de témoins par des professionnel-le-s de la santé. Drague lourde, harcèlement, agression : ça n'a pas sa place aux Solidarités !

Retrouvez les FPS du 23 au 25 août 2019 dans la tente Agora pour des animations et activités littéralement hautes en couleur sur le thème du développement durable et du féminisme. Venez tester le *body marbling*. Vous ne savez pas ce que c'est ? Alors rejoignez-nous cet été !

Pour consulter le programme du festival : www.lessolidarites.be





FONDS ARISTOTE : PROJET DE SANTÉ SOLIDAIRE

Dominic Brumagne — Régionale des FPS du Brabant

Il y a plus de 10 ans, les FPS ont participé à la création et au lancement de SOLIDARCO, une fondation qui permet aux résident-e-s de Kinshasa de bénéficier d'une couverture de soins de santé sur base d'une cotisation payée en Europe.

En 2012, les comités locaux FPS de la Région bruxelloise sont allés à la rencontre d'une délégation du Comité d'appui aux travailleurs sociaux de rue (CATSR). Cette rencontre nous a permis de faire connaissance avec la Maison d'hébergement et d'éducation pour enfants en difficulté (MHEED). Cette ASBL fonctionne selon quatre domaines d'intervention : l'hébergement, la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation. Pour ce qui est de la sécurité alimentaire, elle dispose de terres cultivées, c'est là une de ses principales ressources financières avec l'élevage porcin. La sécurité alimentaire reste un défi quotidien et les responsables mettent tout en œuvre pour diversifier les activités génératrices de revenus afin d'assurer la pérennité de l'association à long terme.

Suite à ce voyage, la délégation des comités locaux FPS de la région bruxelloise a élaboré un projet de santé solidaire à destination de cette association qui recueille des enfants en difficulté, beaucoup d'entre elles et eux étant accusé-e-s de sorcellerie et n'ayant d'autre alternative que la rue. Ce projet



© FPS du Brabant

intitulé *Fonds Aristote* récolte des fonds qui couvrent les soins de santé de 70 enfants de façon permanente.

UNE ÉCOLE POUR MONT NGAFULA

La MHEED a créé, il y a de nombreuses années, une école primaire qui accueille près de deux cents enfants des quartiers et villages voisins ; celle-ci est devenue l'un des principaux facteurs d'intégration de ces enfants abandonnés. Malheureusement, l'école rurale de Mont Ngafula s'est vue engloutie un jour de fortes pluies par un torrent. Avec leurs partenaires locaux, les FPS du Brabant ont évalué le caractère prioritaire de la reconstruction de cette école. Depuis la Belgique, elles ont récolté les montants nécessaires à la fabrication

d'une nouvelle école. Début de l'année 2018, le joyau est sorti de terre : six nouvelles classes ainsi qu'un local administratif ont été construit-e-s par ces héro-ine-s qui, dans des conditions extrêmes, sont capables d'ériger des montagnes avec des tas de cailloux. La prochaine étape sera de soutenir les partenaires dans le développement d'activités génératrices de revenus dans les locaux désormais disponibles.

La Régionale FPS du Brabant organise régulièrement des activités de sensibilisation et de récoltes de fonds pour financer et faire grandir le Fonds Aristote. Plus d'infos : www.fondsaristote.com — www.solidarco.org. Contactez-nous au 025/461.412. — fps-fam@fmsb.be

CONCOURS DE CHRONIQUES FÉMINISTES, LES RÉSULTATS !

Le concours de la 5^e édition du grand rassemblement féministe et festif Agitations ! (organisé par les FPS du Brabant) a remporté un beau succès. Le jury a été touché par la soixantaine de chroniques reçues, tantôt bouleversantes, tantôt piquantes, et toujours criantes de vérité. Découvrez dans ce numéro les deux lauréates qui complètent notre podium... mais aussi toutes les autres sur notre site internet www.agitations.be !

2^e prix — Biche de Ville : « Femme en — isme »

Tiens-toi droite
Sois belle
Rentre le ventre
Faut que tu souris
Pour être charmante
T'as le cul plat
Les hommes ils aiment pas
Parle pas trop fort
Tu leur fais peur
Parle pas de malheur
Sois comme du beurre
Elle était maladroite
Elle se rendait pas compte
Que dans sa petite boîte
D'idées à être au monde
Grondaient les chaînes
D'une femme rebelle
Elle voulait bien faire
Faire de moi une dame
Une dame qui plaise
Plaisante pour les hommes
Un peu éteinte en somme
J'étais qu'une kid dans les nineties
Une teenager un peu soumise
Aux conseils de sa mère
À l'absence de son père
Aux jugements des copines

Aux regards des garçons qui se posent pas
Bref j'avais pas confiance en moi
Les années se succèdent
Les découvertes aussi
Les différences entre les garçons et les filles
Le célibat comme terrain de jeu de la vraie vie
Si tu couches le premier soir tu es une pute
Si tu veux lui plaire passe à la turlute
Te donner du plaisir c'est pas son affaire
Tu es une grande fille ne sois pas vulgaire
Les conseils sont unanimes : il faut te taire !
Vas y suis-moi, on fait un bond en avant
J'ai plus 30 ans mais pas encore 40
C'est carrément le moment de devenir maman
Tic tac tic tac douce pression chiant
Il est où le temps où jouer aux poupées suffisait
Où le jus d'orange du biberon en plastique se vidait jamais
Les hormones ont pris le pouvoir sur mes hanches, leur taille et leurs envies
La pression sociale sur ma vie
Faut être une dame, une mère, une business woman accomplie
Je dois aimer mon corps qui part en vrille
Remercier les hommes de ce qu'ils m'ont pris
Car le hashtag « me too » ne date pas d'aujourd'hui
Mais la résilience doit être ma meilleure amie
Prendre conscience de toutes ces aberrations, ces conseils cons qu'on conseille tant
Et fermer ma bouche encore un moment, car si je

l'ouvre on me traitera vraiment
De féministe, carrément, c'est devenu une insulte.
Tu me crois pas, je mens ?!
Même le mot femme dans la bouche des hommes est synonyme, je sais c'est dément,
de folle, hystérique, pipelette, faible, chiant, fragile, trop sensible... cible de clichés !
Quoi tu sais pas faire la cuisine ?
Donne-moi le volant, pour toi je sais, c'est compliqué !
Ô homme, toi qui lis ces phrases ou entends ces mots, tu te sens lésé,
toi même victime de clichés ! Sensible tu voudrais t'exprimer !
Je ne t'oublie pas promis, mais j'ai droit qu'à 3000 signes bébé...
Je suis une femme-en-isme
Une femme sous le prisme de ses envies
De ses besoins, de ses droits, oui,
Droit devant je vais, j'envie les hommes sans seins qui courent plus vite,
les filles en string des magazines sans cellulite,
Je veux tout ou rien, parfois je sais plus, victime de mon chagrin, de mon trop plein, du sang qui coule tous les 4 jeudis matins,
Je porte mon bidon rempli de bonbons et pas de bébé
J'enfile mes désillusions ou les verres selon la journée
Parfois je me bats parfois je m'en bats les ovaires, ouais
Et je veux juste que tu payes le resto et les popcorn au ciné !

3^e prix — Hannah Slagmuylder :

« Pourquoi tu me juges parce que je suis féministe ? »

Je m'appelle Hannah, j'ai 16 ans, je vis à Bruxelles. Au-delà d'être une étudiante, une femme, une fille, une amie, je me considère aussi et surtout féministe et engagée. Je n'ai pas peur de l'affirmer haut et fort. Être féministe, le dire, en parler dans mes travaux, en débattre en classe, vouloir informer et sensibiliser mes camarades, défendre mes idées et mes convictions tout simplement ; tout ça me coûte cher. Cher en jugements, en insultes et autres moqueries injustifiées. Nous les féministes, nous sommes jugées parce qu'on réclame l'égalité, parce qu'on veut défendre des femmes privées de leurs droits et parfois même de leur liberté. Parce que nous cherchons à faire changer les opinions et les mentalités parfois ignorantes, parfois carrément rétrogrades. J'entends déjà la réponse de mes « juges » : « C'est pas en nous bassinant avec tes conneries d'égalité et de droits que tu vas changer les choses ! » Et bien figurez-vous que si ! Moi j'en parle, j'interpelle mon entourage sur ce qui se passe dans la société ; je m'informe et travaille tous les jours sur le féminisme et sur les sujets qui y sont liés. Selon moi, faire cela, c'est contribuer à changer les choses, c'est me battre à ma manière !

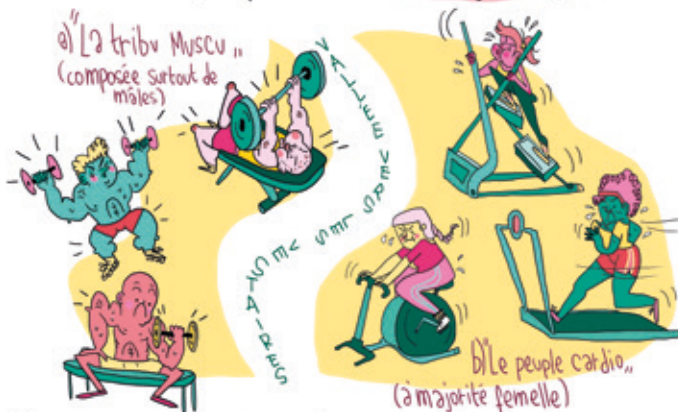
Concrètement, comment est-ce d'être jugée parce que je suis féministe ? Ça se traduit par des huées en début de présentation orale, par des insultes lors de débats en classe, par des commentaires tels que « Oh non pas encore ça... Oui c'est bon on est déjà au courant. Arrête de nous faire ch... avec ton féminisme... T'en fais trop, tu abuses ! ». Jamais au grand jamais je ne laisserai dire que j'en fais trop ! Quand plus aucune femme n'aura à subir de pression, de harcèlement, de violence comme elles en vivent aujourd'hui ; quand elles seront libres de sortir dans la rue quand et comme elles le souhaitent, sans peur de se faire insulter ou agresser ; quand plus aucune femme ne mourra sous les coups de son mari ou après avoir été violée ou torturée ; quand elles seront libres de voyager, d'avorter, d'étudier et de travailler ; le jour où elles seront égales aux hommes, alors peut-être que j'arrêterai de parler du féminisme. Mais pas sûr ! Parce qu'il faudra continuer d'en parler, pour expliquer ce que nous, les féministes, aurons défendu pendant si longtemps et surtout pour que cela n'arrive plus jamais ! Toi qui me dis de me taire, sache que, certaines et certains eux m'écoutent et ont comme moi envie de se mobiliser, d'en parler à leur tour. Et cela durera encore pendant de longues années. Tout comme moi ils auront envie de te dire de te taire quand tu affirmeras, à tort, que ça ne sert à rien d'être féministe.

Passé le cap de la torture, le sport, ça peut vraiment être cool.

Au prix de ma sueur (et d'un abonnement mensuel), j'ai vite ressenti les effets salvateurs que pousser de la fonte prodiguait à mon corps et à ma confiance en moi. Pourtant, au pays du fitness, sortir des sentiers battus quand on est une femme peut prendre des allures d'expédition en milieu hostile.

La réappropriation du corps passe-t-elle par la conquête territoriale?

Tel le Sillon Sambre et Meuse, s'y observe une frontière naturelle délimitant deux catégories d'autochtones, réparties en deux régions distinctes:



On constate aisément que l'occupation de l'espace correspond, par l'activité de celles & ceux qui s'y trouvent, aux injonctions physiques genrées de notre société.

HOMMES = FORTS ⚡ FEMMES = MINCES !!

Des salles 100% féminines existent. Avec leurs pous et leurs contres, elles peuvent permettre à certaines d'être plus à l'aise... Mais renforcent l'idée reçue que la musculation n'est pas l'affaire des femmes au vu du matériel à disposition:



Comme si le sport n'était là que pour atteindre un objectif esthétique (lié aux normes de minceur).

Même déterminé, le désir de passer de l'autre côté peut s'avérer intimidant: comment pénétrer un domaine où on ne semble pas avoir sa place?

Hé, psst t'es toute seule...?

Muscle pas trop les bras, hein

Mets-toi plutôt vers l'arrière, ça galbera mieux ta poitrine

T'es sûre que c'est pas trop lourd... pour une meuf?

slt cv
T'a 1 keum?



Et pour s'implanter en territoire à priori conquis, le manque de compatriotes peut décourager.

Où, le sport, c'est avant tout dépasser ses limites... Et par conséquent celles érigées par les stéréotypes, même dans un espace mixte et public.



Prendre conscience de sa puissance n'a pas de genre, ni besoin de muscles ou d'haltères. Mais en soulever démontre tout son potentiel.

- MANKA -